

T2137-471-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 471 JEUDI 20 JANVIER 1983 6,00 F



Le « bon » temps des colonies...

C'est pas fini !

Nouvelle-Calédonie
Afrique
Corse



FOP 2520-

(DES SYNDICALISTES PARLENT, SUR RADIO LIBERTAIRE

CHRONIQUE SYNDICALE

UNE ÉMISSION ANNUELLE PAR DES ANARCHO-SYNDICALISTES DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

LE JEUDI DE 19 H À 20 H
LE SAMEDI DE 12 H À 14 H
145, RUE AMELOT, PARIS 11^e

89, 5 MHz

Le numéro de rétroaction du studio : 202-00-51

CHRONIQUE SYNDICALE.

Affiche disponible à Publico. Prix : 1 F l'unité ; 0,40 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 29,7 x 42.

autogestion

FÉDÉRATION ANARCHISTE
145, RUE AMELOT, PARIS 11^e

Affiche anti-électorale éditée par le groupe Fresnes-Antony. Prix : 0,70 F l'unité à partir de 10 exemplaires. Format : 57 x 42.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

- Groupes de Noyon : permanence le 1^{er} jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.
- Groupes Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.
- Groupes Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Monthébellon, Toulon.
- Groupes de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
- Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
- Groupes de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
- Groupes du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tellier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.
- Groupes du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
- Groupes d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinial c/o BP 7, 80330 Longueau.
- Groupes Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourgneuf du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
- Groupes « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Brann à Cadillac (salle de l'ancien CES).
- Groupes Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro bouicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.
- Groupes « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Croach, rue du professeur Chrétien.
- Groupes Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
- Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
- Groupes d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Saisons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlicieux (tél. (23) 80.17.09).
- Groupes Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
- Groupes Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
- Groupes Proudhon de Besançon : 77, rue Battani, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.
- Groupes d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
- Groupes Louise Michel : permanence chaque mardi, à 20 h, au local du groupe, 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris.
- Groupes de Beauvais : permanence le 1^{er} mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.
- Liaison Aix-en-Provence : permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
- Liaison Bruno : permanence au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hauts-Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.
- Groupes de Lille : tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq et les deux premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue Fontenoy à Lille.
- Groupes de Caen : permanences et table de presse le jeudi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.
- Liaison de Lyon : permanence les deuxièmes et quatrièmes mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

COMMUNIQUÉS

- Un groupe de la Fédération anarchiste vient de se former à Quimper. Il invite les sympathisants de la région à le contacter par l'intermédiaire des RI, au 145, rue Amélot, Paris-11^e.
- Le groupe du Morbihan appelle tous les sympathisants anarchistes de la région à prendre contact avec lui pour développer l'implantation libertaire sur cette partie de la Bretagne. Pour tout contact, écrire aux RI qui transmettront.
- Une liaison s'est créée sur Brunoy (91 - Essonnes). Les libertaires de la région intéressés peuvent nous contacter par l'intermédiaire des RI.
- La commission agriculture de la FA est à la recherche de documents sur l'évolution agricole en France et dans le monde, sur le syndicalisme et la lutte de classes en agriculture et sur d'éventuelles présences libertaires de ce secteur de production. Ecrire aux RI de la FA qui transmettront.

Le groupe libertaire de Marseille, 3, rue Fontaine de Caylus dans le Panier, informe les personnes intéressées qu'il tient à leur disposition, lors de la permanence du samedi de 14 h à 17 h, de nombreuses brochures, une bibliothèque de prêt, ainsi que *Le Monde libertaire*. D'autre part, il vend des ouvrages du Coral, de Claude Sigala et des lieux de vie, ceci en liaison avec le comité de soutien au Coral de Marseille.

Les militants de la Fédération anarchiste de Lyon assurent désormais une permanence, au 13, rue Pierre-Blanc, tous les deuxièmes et quatrièmes mercredis du mois, de 20 h à 21 h 30.

Le groupe Albert Camus de Toulouse tiendra sa réunion d'information régionale le samedi 22 janvier. Une lettre précisant le lieu, l'heure et le déroulement de la réunion sera envoyée à tout contact qui désira y participer. Pour cela, écrire aux Relations Intérieures de la FA qui transmettront.

Le groupe libertaire de Versailles lance un appel à tous les antimilitaristes, athées et sympathisants individuels des Yvelines pour mener une campagne d'envergure contre le projet de loi Savary/Hernu visant à intégrer l'armée dans les écoles publiques. Pour nous contacter : groupe libertaire de Versailles, BP 15, 78151 Le Chesnay Cedex.

Le groupe du 3^e arrondissement de Paris vient d'éditer une série de cartes postales. Elles sont en vente à Publico au prix de 10 F les sept.

Le groupe Montreuil-Rosny de la Fédération anarchiste vient de créer une collection de brochures : les Editions du Riflard. Le premier texte de cette collection s'intitule *Centralisme et fédéralisme*. Brochure en vente à Publico au prix de 15 F.

Rédaction-Administration
145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

DRANCY

Le groupe Bobigny-Drancy organise une réunion-débat sur l'autogestion avec Yves Peyraud le 20 janvier 1983, à 20 h, à la salle P. Eluard (station ELF), 144, rue R. Salengro, 93700 Drancy. Les sympathisants libertaires de la région y sont cordialement invités. Bus : 148, 151, 173, 354, 301. Arrêt : Six Routes de Bobigny.

ANGERS

Le groupe d'Angers de la FA organise un meeting sur le thème : *Les anarchistes face aux municipales*, le jeudi 3 février, à 20 h, salle Jean Macé, rue Pré-Pigeon à Angers.

ARDÈCHE

Le groupe d'Aubenas et la liaison Tournon de la FA organisent trois réunions-débats sur le thème : *La commune anarchiste*.
- A Tournon, le lundi 24 janvier, à 20 h 30, salle de la mairie.
- A Ruoms, le mercredi 26 janvier, à 20 h 30, salle de la mairie.
- A Aubenas, le jeudi 27 janvier, à 20 h 30, salle de la mairie.

VERSAILLES

Le groupe libertaire de Versailles organise pour ses sympathisants une réunion-débat sur : *La Fédération anarchiste, des origines à nos jours*, le vendredi 21 janvier 1983 à 21 h, au centre HUIT, 8, rue de la Porte de Buc, 78 Versailles (salle verte).

« IL FAUT ARRIVER À L'ARMÉE PRÉPARÉS ET PRÉPARÉS PAR L'ÉCOLE, LE LYCÉE ET L'UNIVERSITÉ. IL FAUT UNE SYMBOSE AVEC L'ÉDUCATION NATIONALE »

CHARLES HERNU

Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony : 2 F l'unité, 0,60 F à partir de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

VILLENEUVE-LA-GARENNE

Le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste organise une projection du montage-diapos *Espagne 36* (révolution espagnole et réalisations autogestionnaires), suivie d'un débat, le vendredi 21 janvier, à 20 h 30, à Villeneuve-la-Garenne (ancienne poste), au 186, rue Gallienne.

Permanence des Relations Intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amélot, Paris-11^e (m° République), tél. : 805.34.08.

LILLE

Dans le cadre du cycle « Cinéma et Anarchisme », le groupe Benoît Broutchoux de Lille et le Ciné Droit de Lille II projettent, le mardi 8 février, à 18 h 30, le film *Les Compagnons*, de Mooky, à la fac de droit, amphig G (accès direct par le parking P1-P2).



Le groupe lillois de la FA a tiré une affiche en sérigraphie (format 45 x 67) en deux couleurs, signée Fédération anarchiste. Le prix est de 10 F l'unité (prix de soutien pour la propagande) et de 1 F pièce au-dessus de 100 exemplaires. Le portrait de Bakounine est accompagné de la citation suivante : *La volonté de détruire est en même temps une volonté créatrice !* Toutefois, pour les commandes en quantité, la citation de l'affiche peut varier à la demande.

Abonnez-vous !

TARIF

	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	130 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amélot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N Rue

Code postal Ville

à partir du N (inclus) Pays

Abonnement Redevance Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre

Reglement en espèces au bulletin

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref

Les élèves du 5, rue Madame, se sont mis en composition en photocomposant et réalisant des postes de travail des problèmes de s'ajouter à ceux de A suivre...

Radio Léon, ra émettant sur Lyon victime d'un attent après avoir coupé de la station, occ la destruction de de l'émetteur, et sur lequel elle étr (100 000 F de dé les auteurs ont re sous le nom de « contre le commu Radio Léon est u « d'expression po et affiliée à la FN Elle se situe dans d'indépendance e Pour tout soutien 16 (78) 39.12.20.

Communiqué

La Fédération énergiquement - le jeudi 13 Marie Sigala, ép Coral.

Cette nouvelle sur la déclaration six ans apparaît que douteuse.

La justice semb en considération grossières ou dé moignages des pa de confier leurs lieux de vie.

Tout est appare au travers d'inf tion, pour discr l'opinion publique du Coral et des li

La Fédération l'arrêt des pours onnables et ar et la libération et de Jean-Noël Fédér

Sommaire

- PAGE 2 Activités de
- PAGE 3 En bref
- La marine nat
- Activité du gr
- Editorial
- Antonio Gim
- PAGE 4 Le Coral et
- Le rapport Leg
- PAGE 5 Schwartz, Jean
- Dissidence
- PAGE 6 Le « travail no
- Politique écon
- PAGE 7 La Nouvelle-C
- PAGE 8 Afghanistan
- RFA : électio
- PAGE 9 Informations
- PAGE 10 Bakounine : ar
- Notes de lectu
- PAGE 11 Notes de lectu
- « Danton » de
- Le sort de
- (communiqué
- Entretien avec
- Invités de Rad
- PAGE 12 Le nationalism

en bref...en bref...

• Les élèves du CEI du Livre, 5, rue Madame, se sont mis en grève. Ces étudiants en composition typographique et en photocomposition refusent d'accumuler le retard dû à l'insuffisance du nombre de postes de travail. De plus, des problèmes de locaux viennent s'ajouter à ceux cités plus haut. A suivre...

• Radio Léon, radio libre émettant sur Lyon a été victime d'un attentat. En effet, après avoir coupé l'antenne de la station, occasionnant de ce fait la destruction de l'ampli et de l'émetteur, et d'une partie du toit sur lequel elle était placée (100 000 F de dégâts), les auteurs ont revendiqué leur acte sous le nom de « Commando de lutte contre le communisme ». Radio Léon est une radio « d'expression populaire » (dixit) et affiliée à la FNRL. Elle se situe dans une optique d'indépendance et non commerciale. Pour tout soutien ou renseignement : 16 (78) 39.12.20.

Communiqué de presse

La Fédération anarchiste proteste énergiquement contre l'inculpation — le jeudi 13 janvier 1982 — de Marie Sigala, épouse du directeur du Coral.

Cette nouvelle accusation portant sur la déclaration d'un enfant de six ans apparaît tout aussi tardive que douteuse.

La justice semble prendre davantage en considération des affirmations grossières ou déformées que les témoignages des parents qui continuent de confier leurs enfants aux divers lieux de vie.

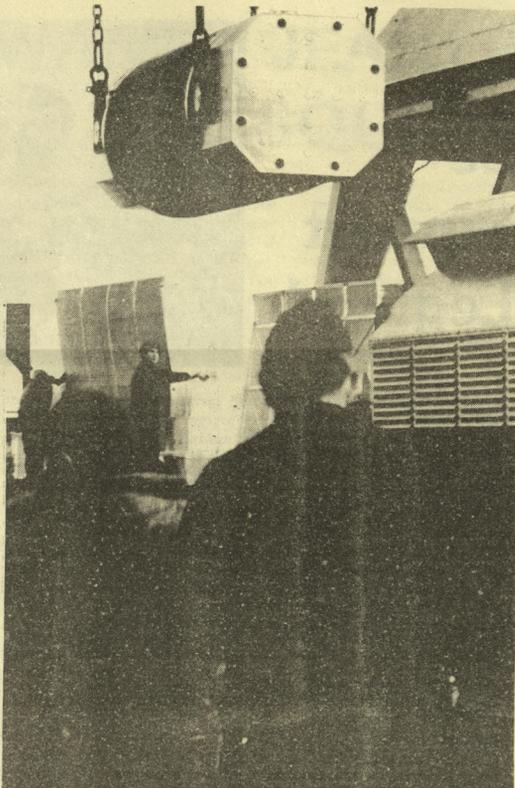
Tout est apparemment mis en œuvre, au travers d'informations à sensation, pour discréditer aux yeux de l'opinion publique l'aspect constructif du Coral et des lieux de vie.

La Fédération anarchiste demande l'arrêt des poursuites envers les responsables et animateurs du Coral et la libération de Claude Sigala et de Jean-Noël Bardy.

Fédération anarchiste

Sommaire

- PAGE 2 Activités des groupes F.A.
- PAGE 3 En bref
- La marine nationale...
- Activité du groupe de Lille
- Editorial
- Antonio Gimenez est mort
- PAGE 4
- Le Coral et les lieux de vie
- Le rapport Legrand
- PAGE 5
- Schwartz, Jeantet, Domenach...
- Dissidence
- PAGE 6
- Le « travail noir »
- Politique économique...
- PAGE 7
- La Nouvelle-Calédonie
- PAGE 8
- Afghanistan...
- RFA : élections anticipées...
- PAGE 9
- Informations internationales
- PAGE 10
- Bakounine : amant de la liberté
- Notes de lecture
- PAGE 11
- Notes de lecture
- « Danton » de Wajda
- Le sort de Radio-Libertaire (communiqué de presse)
- Entretien avec J. Serizier
- Invités de Radio-Libertaire
- PAGE 12
- Le nationalisme...



LA MARINE NATIONALE AU SECOURS D'E.D.F.

Le gouvernement socialiste a donné ces derniers temps un exemple de ce que peut être, et sera, la répression du « socialisme aux couleurs de la France ». Grenadage, arraisonnement, emprisonnement sous faux prétexte, etc. Un bateau transportant des déchets nucléaires étant attendu à la Hague pour la mi-janvier, les écologistes de Greenpeace avaient décidé de passer à l'action directe. Après avoir été signalé dans les eaux territoriales françaises, le bateau des écologistes mouilla à Fécamp pour un ravitaillement. C'est alors qu'un militant anglais de cette organisation fut arrêté et gardé à vue sous prétexte d'ivrognerie, puis libéré sans plus d'explication.

Le navire des écologistes appareilla et fut bientôt signalé au large de la Hague, puis dans la rade, lorsque nos glorieux militaires, aidés des gendarmes mobiles, allèrent attaquer ce bateau totalement désarmé, et sans aucune raison grenader, puis arraisonner et remorquer dans le port militaire cet empêchement de tourner en rond. Si le but de Greenpeace était d'attirer l'attention des « médias » sur les déchargements, c'est réussi, avec la complicité d'un pouvoir pour qui l'arme de la

répression semble le seul argument contre ceux qui ne pensent pas que le Cotentin doit être la poubelle de la planète en ce qui concerne les déchets radioactifs.

Au même moment, une grue était occupée par des militants de la région pour empêcher le déchargement. Là encore, aucune négociation : la répression. Il semble que le gouvernement « socialiste », après avoir ratisé les voix des défenseurs de la nature, n'ait avec ceux-ci d'autre rapport que la force.

Cela ne peut nous surprendre, nous anarchistes qui ne nous sommes pas laissés avoir par le miroir aux alouettes du jeu des élections, mais nous espérons que cela servira de leçon à tous ces politiciens en herbe. Après les antimilitaristes, les écologistes vont rejoindre les « déçus » du 10 mai 81, auprès de bien d'autres. Espérons que cela ne les amènera pas à ramener la droite au pouvoir, mais bien plutôt à passer à une action véritablement révolutionnaire. Face à la répression, soyons solidaires, mais avec des propositions constructives, le fédéralisme libertaire, l'action directe non violente, la grève générale. En voilà quelques-unes.

J.-C. BARETTE (groupe du Havre)

COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ DU GROUPE DE LILLE

Le film *La bande à Bonnot*, présenté et suivi d'un débat animé par le groupe Benoît Brouchoux au Ciné Droit, le mardi 11 janvier 1983, a attiré près de cent cinquante personnes. Le débat a duré plus d'une heure et a suscité plusieurs contacts marquant l'intérêt croissant vis-à-vis des idées libertaires, des activités du groupe de Lille et de la librairie-imprimerie « Commune libre ».

Groupe de Lille

Editorial

P ENDANT que le rallye Paris-Dakar fait rage et que Kiki Caron s'essaye à la brasse coulée dans les sables du Niger, Mitterrand poursuit son périple en Afrique noire.

C'est le troisième voyage effectué par des représentants du gouvernement français depuis l'accession des socialistes au pouvoir. Trente pays africains ont été ainsi visités par Jean-Pierre Cot. Après l'Algérie, le Niger, le Sénégal, la Côte-d'Ivoire en mai 82, c'est aujourd'hui le tour du Togo, du Bénin et du Gabon. Ces trois pays ont des régimes politiques différents : le Togo est « libéral », le Bénin marxiste-léniniste et le Gabon est une dictature militaire. Ces diversités politiques se retrouvent également au plan économique.

Le Togo, s'il arrive à s'autosuffire sur le plan alimentaire, éprouve de notables difficultés dans les autres secteurs où les investissements se sont révélés être des échecs. Le président Mitterrand a notamment promis au général Eyadema, président du Togo, son appui dans sa négociation avec le Fonds monétaire international et une aide budgétaire accrue.

Le Bénin tire également l'essentiel de ses ressources de l'agriculture. Mais son budget repose principalement sur l'aide extérieure, notamment celle des pays « frères » : URSS et Chine, et aussi la France, premier client et premier fournisseur du pays.

Quant au Gabon, important producteur, il fournit avec le Niger près de 60% de l'uranium nécessaire à l'industrie nucléaire en France. Elf-Gabon, filiale de Elf-Aquitaine, représente près de 70% de la production totale du Gabon.

Les pays francophones d'Afrique noire demeurent un marché nécessaire pour la France : le solde de la balance commerciale de la France n'est positif qu'avec ces pays.

Ainsi, le discours socialiste a évolué de Cancun à Cotonou. En 1981, Mitterrand entrait en opposition avec la politique réaganienne en Amérique latine, reconnaissait, entre autres, la représentativité de l'opposition salvadorienne, condamnait la politique impérialiste de l'URSS en Afghanistan et en Pologne.

En 1983, malgré les déclarations du président français sur « la nécessité d'un dialogue et d'une coopération Nord-Sud pour sortir de la crise », le rôle de diplomate de la France auprès des pays industriels pour les convaincre de la nécessité de ce dialogue, etc., les choses ont changé. La « real politik » prévaut, et le licenciement de Jean-Pierre Cot, en décembre 82, en est un signe.

Si « l'épanouissement des sociétés plus justes » était un des axes de la politique socialiste après 81, il ne demeure plus aujourd'hui que les exigences « de paix, de sécurité et de problèmes économiques ».

Ainsi, après les discours généreux, il ne reste plus, à l'heure actuelle, que l'apreté des réalités économiques : la France a un besoin vital du marché africain. Ni la répression brutale au Gabon (vingt ans de travaux forcés pour une distribution de tracts), ni l'existence d'un parti unique au Bénin, ne la détourneront de cet objectif. On peut donc parler à cet égard de continuité dans le changement : ainsi, Chirac et Lecanuet ont approuvé récemment la politique française en Afrique, qui ne fait que poursuivre celle de de Gaulle, de Pompidou et de Giscard.

COMMUNIQUÉ

L'imprimerie « I 34 » de Toulouse a encore été victime d'un attentat. Le groupe Albert Camus de Toulouse est solidaire des camarades de l'imprimerie face à ces pratiques qui puent le facisme.

Groupe Albert. Camus de Toulouse

Notre compagnon Antonio Gimenez est mort

Il est décédé dans la nuit du 26 décembre des suites d'un cancer généralisé. Il fut l'un des innombrables combattants anonymes de la révolution espagnole. Italien d'origine, il est né à Livourne le 14 décembre 1910. C'est là qu'à quatorze ans il sera sauvé des mains des fascistes par un groupe anarchiste et qu'il rencontrera Errico Malatesta.

Il mènera en France, et à Marseille en particulier, une vie de révolté, avant de rejoindre l'Espagne peu avant la révolution. Après avoir été passeur de brochures et trimardeur propagandiste, il se transformera définitivement en révolutionnaire lors du soulèvement de Lerida, le 18 juillet 1936. Combattant de la première heure dans le groupe international de la colonne Durruti, il sera l'un des trois survivants des « Gorros negros » perpétré par Roano à la bataille de Perdegueira. Il verra la construction, la vie, puis la destruction des collectivités libertaires en Aragon et en Catalogne. Après la défaite, il connaîtra, avec sa compagne Antonia et sa fille Pilar, les camps de concentration français puis la résistance comme beaucoup de compagnons d'alors.

Ces deux guerres finies, il travaillera durant trente ans comme ouvrier du bâtiment et rejoindra notre groupe. Tous les militants passés et présents du groupe de Marseille lui doivent énormément. Car par sa présence, sa simplicité et sa générosité, il aura su nous transmettre l'énergie et la persévérance qui nous permettront de lutter toujours jusqu'à la révolution sociale et l'avènement d'une société libertaire.

Il nous laisse un recueil de souvenirs de la révolution que nous espérons publier un jour.

En souvenir fraternel à notre compagnon,

Le groupe libertaire de Marseille

NE LAISSONS PAS LE SILENCE S'INSTALLER, IL EST SI CONFORTABLE !

A PRÈS deux mois et demi d'informations, d'explications auprès de la population et des pouvoirs publics, le CRA change de défense et passe à l'offensive. Les inculpés désaisissent les avocats du dossier : ceux-ci ne voulaient pas sortir du cadre légaliste, ni avoir de positions fermes envers le juge Salzman. Se retranchant derrière une défense juridique, ils ont empêché le CRA et Claude Sigala de s'exprimer librement.

Les deux nouveaux avocats demandent que le juge soit désaisi de l'affaire ; de son côté, Claude Sigala porte plainte contre Salzman. En effet, le dossier a été instruit d'une façon telle qu'il est impossible d'en discuter les éléments un à un. C'est l'instruction dans son ensemble qui est remise en cause. Entre autres la partialité et l'incompétence du juge, les méthodes de subordination des témoins employées pour conduire l'instruction, la production de photos pomographiques tirées d'un autre dossier pour obtenir des plaintes de parents, la discrimination pratiquée à l'égard de Claude Sigala qui, se déclara-

rant innocent, est en prison, alors que J.-C. Krieff qui se proclame coupable n'est pas inquiété.

De plus, il n'y a pas eu d'enquête, suite au faux procès-verbal que Krieff a essayé de vendre à certains journalistes. Quel rôle ont joué les fonctionnaires de la BSP ?

Le dossier ne comprend que les témoignages à charge ; trois témoignages d'enfants qui sur des pages et des pages décrivent des pratiques sexuelles qui tiennent du délire obsessionnel. Quelle imagination !

Les témoignages à décharge, qui sont nombreux, eux, ne figurent pas au dossier (??).

C'est pourquoi le CRA a édité une brochure où des éducateurs en formation, qui ont vécu au moins trois mois au Coral, racontent le quotidien, celui des enfants et des adultes durant ces trois dernières années. Témoignages qui ne parlent pas de grandes théories, mais qui rendent compte du vécu de ce « lieu de vie ».

Carolina

Répression contre les « lieux de vie »



Q U'on ne nous fasse pas croire que l'affaire du Coral ne concerne que les seuls inculpés, les faits nous démontrent le contraire :

- des descentes de flics et des perquisitions ont eu lieu dans différents « lieux de vie » ;
- la police a procédé à des interrogatoires d'enfants sous le chantage ;
- des banques ont refusé des prêts, et certaines municipalités ont eu des réactions hostiles à l'installation de nouveaux lieux de vie ;
- des déplacements d'enfant ont été refusés ;
- la circulaire qui devait être faite pour régulariser leur situation n'est toujours pas signée.

Le CRA a occupé la place du palais de Justice de Nîmes du mercredi 5 au vendredi 7 janvier, occupation qui devait « symboliser la révolte et l'indignation devant l'indifférence et l'hypocrisie générale ».

Une cinquantaine de personnes étaient présentes en permanence. Durant les deux premiers jours, des distributions de tracts, de l'affichage et de l'information. Le vendredi, la salle d'audience a été envahie par les manifestants. Ils en ont été chassés par les forces de police, et certains d'entre eux ont passé la soirée au commissariat...

La répression continue ; Marie Sigala, épouse de Claude Sigala, a été inculpée à son tour par le juge Salzman.

Carolina

Le rapport Legrand

L ES réformes et les projets de réformes se suivent, ne se ressemblent pas et se répètent dans l'Education nationale.

A l'heure où les feux de la rampe sont braqués sur les délégués opposant Savary et l'enseignement catholique, Louis Legrand a déposé son rapport intitulé « Pour un collège démocratique », dont le but est de réduire les inégalités sociales et de lutter contre les échecs scolaires.

Comme la plupart de ses prédécesseurs, ce rapport ne s'intéresse qu'au collège (mettant ainsi la charrie avant les bœufs), mais contrairement à ceux-ci, il faut l'unanimité — positive, mais pour des raisons différentes — des syndicats et des associations de parents d'élèves, hormis la Société des agrégés qui le trouve « inacceptable », utopique, dangereux et inapplicable financièrement », et le SNALC (Syndicat national des lycées et collèges), réactionnaire, qui lui trouve des relents d'habysme.

Voyons quelles sont les principales propositions de ce rapport.

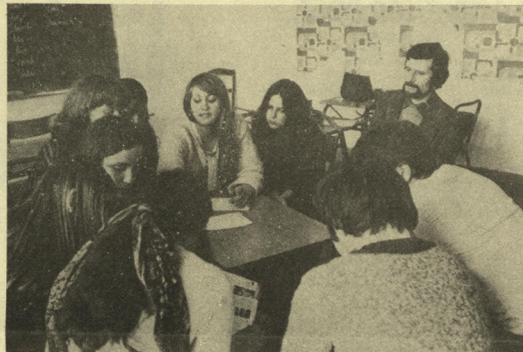
Déroulement de la scolarité

A part les enfants qui présenteront des difficultés en lecture et qui resteront un an de plus à l'école primaire, tout enfant ayant onze ans dans l'année entrera au collège où il restera quatre années, les redoublement étant supprimés jusqu'à la troisième, classe que pourront redoubler ceux n'ayant pas « maîtrisé les objectifs correspondant à l'accès » en second cycle et n'ayant pas encore seize ans.

Tous les collégiens quittent l'établissement avec un « brevet de collège » en poche. On peut se poser des questions sur l'utilité d'un diplôme que tout le monde possède ! Tout cela a en effet une odeur d'habysme.

La notion de classe tend à disparaître, les regroupements d'enfants se faisant, à chaque niveau, selon les matières et le niveau des élèves : pour les matières dites « fondamentales » (français, maths, langue vivante), les cours regroupent des élèves de même niveau, des groupes hétérogènes de vingt-six enfants maximum se formeraient pour les autres matières, groupes pouvant changer en cours d'année. Il en est ainsi des sixièmes ; le même processus se retrouve ensuite.

— Les LEP (Lycées d'enseignement professionnel) : « Le maintien de l'entrée en LEP à la fin de la cinquième doit être considéré comme une mesure transitoire », maintenu uniquement sur la notion de volontariat, le collège devant se transformer « au fur et à mesure que



se tirera l'entrée en LEP », en ajoutant des options au « tronc commun » d'enseignement, des options d'enseignement professionnel.

— Les CPPN (Classes professionnelles de niveau, suite logique des ex-transitions) sont supprimées et leurs élèves se retrouvent au collège dans des « groupes homogènes faibles » dédoublés pour permettre l'individualisation du travail et rejoignent les autres enfants pour certaines activités.

Le tutorat

La grande nouveauté de ce rapport est la notion de tutorat. Ce sont les élèves qui choisissent leur tuteur qui est un professeur (les conseillers d'éducation — ex-pions — et les documentalistes peuvent l'être s'ils le désirent) prenant en charge un groupe de douze à quinze collégiens pour un an et auxquels il apportera une « aide intellectuelle et affective » (sic). Si, après négociation, un collégien peut changer de tuteur, il est dommage que rien ne soit prévu pour celui qui veut se passer de tuteur !

Il est à craindre que ce tutorat donne une nouvelle dimension, un nouveau pouvoir au maître et nuise à l'autonomie de l'enfant.

Les pouvoirs de décision

L'élaboration et l'application des « projets éducatifs » portant sur tous les aspects de la vie collective sont assurées par l'« équipe éducative » comprenant l'équipe pédagogique (les profs), des représentants d'élèves, des parents, des administrateurs, des agents. C'est dans chaque groupe suivi par un tuteur que sont élus les « délégués-élèves ».

Les associations locales et les autorités municipales rejoignent l'équipe éducative pour former le « conseil d'établissement » qui décide la politique pédagogique et éducative dans l'établissement.

Ainsi, le collège ne serait plus le lieu sacro-saint réservé aux enseignants et s'ouvrirait sur la ville — et la vie.

Service et formation des enseignants

Tous les professeurs feront le même nombre d'heures (seize heures d'enseignement, trois heures de concertation et trois heures de tutorat). Ceci implique l'unification des rémunérations et que le PEGC ait le même salaire que l'agrégé (plutôt que l'inverse !) l'agrégé qui pour l'instant a un service hebdomadaire de quinze heures ! On comprend mieux l'opposition de la Société des agrégés et l'accord du SNI-PEGC, mais on peut se demander si l'on trouvera encore des agrégés dans les collèges !

Ces professeurs ne sont plus les spécialistes d'une matière, mais d'une « famille de disciplines » ; mais le danger apparaît lorsque cette « polyvalence de formations » devient une « polyvalence d'exercice » et pallie au manque d'enseignants.

Le rapport n'indique pas comment se fera la formation de ces professeurs. Sûrement par la faculté, comme actuellement, sans formation pédagogique. A l'heure où l'on assiste au démantèlement des Ecoles normales d'instituteurs, on ne va pas parler de former pédagogiquement les professeurs !...

La pédagogie

La pédagogie utilisée dans ces collèges serait une « pédagogie de projet » (cf. *Le Monde libertaire* n° 452, été 82 : *Une Autre Ecole*), pédagogie qui a l'avantage de socialiser l'enfant qui est alors reconnu par les autres, qui agit avec les autres, de rendre l'enfant autonome en le responsabilisant.

Le système d'autorépartition dans les classes peut amener une « pédagogie à la carte » et individualiser le travail à condition que l'enfant ait réellement le droit à la parole et ne soit ni étouffé ni manipulé par « son » tuteur.

En conclusion

Il est beaucoup de choses intéressantes dans ce projet qui essaie de remplacer le collège de la sélection par un collège de la réussite, collège où la personnalité peut parvenir à son propre épanouissement et où l'éducation peut devenir personnelle (cf. Max Stirner).

Mais si son but est « la réduction des inégalités sociales et la lutte contre l'échec scolaire », ce rapport s'avère insuffisant.

Il se agit quant au financement des collèges : est-il le fait des communes ou de l'Etat ?

L'échec scolaire se manifeste par des enfants n'ayant pas atteint le niveau « normal ». Dans ce projet, qui établit les programmes, les connaissances à acquérir ? Des instances supérieures et lointaines ? Ou le collège est-il autonome ? Même dans ce cas, les enfants auront-ils vraiment droit à la parole dans les équipes éducatives ?

Et surtout, lorsqu'on veut lutter contre l'échec scolaire, il faudrait peut-être commencer par remettre en cause l'école primaire (voire pré-élémentaire) !

Enfin, il ne faut pas oublier que, comme l'écrit Jean-Claude Barbarant, secrétaire national du SNI-PEGC : « les transformations sont portées par ceux qui ont à les faire » !

Jean-Pierre BERRAUD

SCHWARTZ, JEANTET, DOMENACH : LES MOUSQUETAIRES DU ROI

DANS une société, plus anormale que sociale, et dont le divorce avec une partie de la jeunesse est plus que consommé, certains feignent encore de s'étonner de l'ampleur de la crise minant le système éducatif — et notamment l'Université — et tentent de remédier à cela, après un simulacre de concertation, en en réformant les structures. Or, il y a déjà un demi-siècle, Antonin Artaud constatait : « Aujourd'hui, en Europe, la culture, comme l'insurrection, comme l'éducation, est un luxe qui s'achète. C'est la meilleure preuve que le sens des mots se perd et il n'est rien comme la confusion des mots pour révéler un état de décadence qui s'est maintenant généralisé en Europe » (*Messages révolutionnaires* — Gallimard, 1936). Décadence culturelle et crise économique ; crise économique, sociale et réforme du système éducatif... Mais quelle réforme ? La gauche élue, c'est toujours le pouvoir contre l'imaginaire.

Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, est chargé, peu après mai 81, d'élaborer et de faire voter une nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur, et ce avant juin 83. Il dispose donc de dix-huit mois pour présenter un avant-projet (Edgar Faure, à titre d'exemple, n'avait eu que trois mois pour réaliser le sien et étouffer les cris de la rue, le 12 novembre 1968). Pour ce faire, il s'entoure de Claude Jeantet, rédacteur du Plan Mexandeu sur l'Éducation quand le PS était dans l'opposition, de Laurent Schwartz, universitaire et prof « très marqué » semble-t-il par mai 68, et plus récemment de Claude Domenach, ancien responsable de la « grande UNEF ». Ces trois chargés de mission élaborent des rapports qui constituent un véritable criblage social des jeunes et de la population, et qui méritent toute notre attention. Et ce, d'autant plus que la presse en a très peu ou très mal rendu compte. Ainsi, *Le*

Monde du 8 janvier 83 présente un certain nombre des soixante-sept articles que compte le texte ministériel, mais passe sous silence les passages les plus importants : dans l'article 3 (*Les Formations*) concernant l'orientation, la sélection (*Orientations, règles générales*), la carte universitaire, etc. C'est pourtant sur ces thèmes jugés importants qu'avait travaillé le colloque sur les « missions nouvelles des universités » réuni du 3 au 5 mars 82 à Bron. Mais le manque d'information va bien au-delà des « oublis » d'une presse « indulgente » pour le pouvoir social-démocrate. En effet, la Commission Jeantet est, selon Savary, la contribution la plus importante à l'avant-projet de réforme qu'il présente. Le 12 mars 82, dans une lettre adressée aux présidents et directeurs d'universités, Savary écrivait ceci : « J'ai demandé à M. Jeantet d'animer la Commission chargée de mener les travaux préparatoires et de conduire une très large concertation, à l'écoute de toutes les structures représentatives politiques, syndicales, associatives qui devaient être consultées pour l'élaboration d'une loi engageant l'avenir de la nation ». On pouvait y lire aussi : « cette réflexion peut et doit être menée en toute liberté (...) ». Le calendrier, cependant, impose ses urgences. Je suis dans l'obligation d'arrêter un projet de loi avant juin prochain (1983) ! Ainsi, Savary souhaitait un débat démocratique et très large, mais rapide. Et quel débat ! A la demande du ministre, les présidents d'université ont donc convoqué les représentants des conseils d'université, des conseils d'UER, les personnels enseignants et non-enseignants et les étudiants. Tous ces braves gens devaient démocratiquement se mettre d'accord sur les réponses à donner à un questionnaire de 131 questions (seize pages dactylographiées, des questions de une à huit lignes concernant : 1) les missions, 2) les personnels et usagers de l'enseignement supérieur, 3) l'organisation des

établissements d'enseignement supérieur) mises au point très démocratiquement par Jeantet et du style : « Comment l'aptitude à exercer une profession peut-elle intervenir dans la sélection » ou « Quelle doit être l'organisation du financement des établissements ». De qui se moque-t-on ?

Par ailleurs, quelques mois après, Savary précisera à propos de ce débat : « Le rapport Jeantet est un rapport interne qui n'a pas été établi en vue d'une publication, c'est un bilan. » dans *Le Monde* du 16 décembre 1982. Ainsi, le mépris ou l'indifférence dans lesquels sont tenues les aspirations des étudiants, tant dans la forme que dans le fond, sont érigés en principes du gouvernement. Il n'y a cependant pas que les « usagers » de l'Université qui ont à subir la politique du « fait accompli » de Savary. Certaines catégories d'enseignants, notamment les non-titulaires, sont déçus par les retards dans la mise en application des promesses sociales-démocrates (titularisation des assistants, intégration des vacataires, et fin de la discrimination frappant les assistants d'origine étrangère). La réponse du directeur général des enseignements supérieurs, Jupayan, a, en novembre 82, mis fin à leurs incertitudes : pas de rénovations en ce domaine, plusieurs dizaines de milliers d'heures complémentaires supprimées, avec à la clef des tracasseries administratives pour les contractuels. En conséquence de quoi l'Association nationale des assistants a appelé à « une semaine de grève et d'action du 29 novembre au 4 décembre 1982. Premier temps d'une action de plus grande envergure pour s'opposer à la politique du ministère » (*Le Monde* du 27 novembre 1982).

Pour l'instant, que ce soit des syndicats étudiants ou des organisations du personnel enseignant ou non enseignant, aucun signe de contestation ne semble décelable. Mais les bureaucrates de ces organisations ne pourront pas verrouiller le mécontente-

ment bien longtemps si le gouvernement poursuit sa « réforme » en respectant aussi peu son électoralat. A Lille, lors des élections du Crous du mois dernier, sur neuf sièges à pourvoir, six ont été gagnés par la droite (CELF, UNI, corporation) contre deux sièges à l'UNEF stalinienne et un à l'UNEF trotskyste.

Le 8 décembre 82, C. Domenach, chargé de mission, a remis à Savary son rapport sur les conditions de vie et le contexte de travail des étudiants. Tout un programme ! Cet ancien dirigeant de la grande UNEF « entend augmenter et réorienter les aides aux étudiants, mieux coordonner l'action des différents organismes qui les prennent en charge, etc. ». En fait d'augmentation, les bourses ne sont pas prêt de rattraper les 20% de perte du pouvoir d'achat en sept ans. La vieille revendication étudiante d'allocation d'études n'est même pas mentionnée, mais en revanche l'augmentation du ticket de restaurant universitaire, préconisé par Domenach, vient d'être tout récemment décrétée... Comme quoi le rapport Domenach n'aura pas été inutile !

Mais parmi ces trois mousquetaires de Savary, celui qui nous semble avoir rendu le rapport le plus à même d'influencer le contenu des décrets d'application de la loi d'orientation n'est pas, comme la presse a pu le dire, Jeantet, mais bien Laurent Schwartz (cf. ML n° 463). Dans son rapport « Enseignement et domaine scientifique », celui-ci fustige les « étudiants fantômes ou inaptes à l'enseignement supérieur », insiste sur la nécessité pour les universités de pouvoir choisir leurs étudiants selon leurs critères (Paris Dauphine, Assas, etc., pratiquent déjà ce type de sélection : pour s'y inscrire, il faut le bac plus mention). Le Bac ne devrait être ni nécessaire ni suffisant pour s'inscrire dans une université, ni le DEUG suffisant pour s'inscrire en licence ; augmentation des droits d'inscriptions à la faculté (environ mille ou deux mille francs) ; la carte

universitaire verrait disparaître les universités boîteuses ; etc.

On le voit, le rapport Schwartz, dont la presse s'est faite l'écho, mérite d'être davantage vulgarisé (*Documentation française, rapport de la commission du bilan, environ cinq cents pages*).

A Lille, les étudiants libertaires sont dispersés dans les trois universités (Lille I, Lille II, Lille III) un IUT Carrières sociales et une école d'animateurs. Des contacts existent avec des lycéens.

La Commission universitaire du groupe de Lille attend des étudiants libertaires des autres villes, concernés par la future loi Savary/Schwartz et par une intervention en milieu étudiant, qu'ils prennent contact avec les RI, afin de connaître le nombre d'universités en France où sont présents des libertaires ; ceci afin de mettre éventuellement sur pied une coordination nationale dans le mois suivant.

Nous devons combattre cette réforme parce que son contenu est tout à fait le prolongement des décrets réactionnaires du précédent gouvernement en matière d'enseignement, parce que la gauche est en train de désarmer ceux qui, sous Giscard, osaient lutter (contre l'expulsion des étudiants étrangers, contre la carte universitaire, contre la transformation du DEUG en super-Bac, contre les abus des mandarins, l'autoritarisme des administrations, etc.) et qui aujourd'hui ne savent plus trop à quoi s'en tenir ; parce que les UNEF stalinienne ou trotskyste sont une « force d'inertie » ; parce que en tant que libertaires nous pouvons et devons constituer une force d'opposition et faire connaître notre projet d'éducation libertaire. Enfin parce que un million d'étudiants peuvent constituer une force sociale redoutable pour le pouvoir, en cas d'agitation et que notre devoir est d'y œuvrer.

Commission universitaire
du groupe de Lille

DISSIDENCE



DEPUIS plus d'une décennie, un phénomène social va en s'affirmant et a constitué une source d'inquiétude pour tous les gouvernements qui se sont succédés. De nombreux jeunes manifestent une totale désaffection pour l'activité même du travail, quel que soit sa nature. « Il n'y a ni refus, ni révolte, simplement indifférence à l'égard du travail. Cette véritable inappétence constitue un phénomène nouveau révélateur d'un profond changement de mentalité. » (Rousselet, *Allergie au travail*).

L'attitude de nombreux jeunes face aux options et engagements personnels qui impliquent aujourd'hui leur propre orientation reflète deux types d'attentes contradictoires en apparence, traduisant le même divorce par rapport aux valeurs et aux notions de travail et de réussite. Ce désintérêt croissant chez les jeunes, par ailleurs abondamment informés de la nécessité d'une grande qualification professionnelle pour échapper à ce gaspillage humain qu'est le chômage, étonne beaucoup de penseurs universitaires et de fils sociaux. « Il y a trente ans, l'action d'un médecin du travail des jeunes était surtout dirigée vers la prévention des troubles pulmonaires, endocriniens et vertébraux. Elle est depuis dix ans, à 80%, de dépistage de prévention et de mise en traitement de troubles caractériels et névrotiques, toujours plus graves, comme le montre l'accroissement rapide des conduites asociales et suicidaires juvéniles en milieu de travail. »

Le milieu étudiant n'a pas échappé à ce phénomène ; tout semble se passer comme si l'enseignement supérieur, loin de

préparer à l'exercice proche d'une profession, constituait au contraire le meilleur moyen de retarder l'entrée dans la vie active. Sans doute une telle analyse ne supporterait pas une généralisation à tous les étudiants ; l'université et les grandes écoles forment encore le gros bataillon des petits et gros cadres, chiens de garde du système. Mais l'ampleur du phénomène inquiète. *Libération* ou *L'Étudiant* peuvent bien titrer *La soif de liberté a fait place à l'appétit de consommer* ; l'UNEF ID accueilli favorablement, l'avant-projet de loi Savary en arguant de la « liberté qu'auraient les organisations syndicales de discuter le statut de l'étudiant ». (Tout est bien dans le meilleur des mondes). Il n'empêche que Laurent Schwartz fustige les étudiants fantômes, les actes de vandalisme et qu'il faut toute la démagogie des UNEF trotskyste et stalinienne ou du MJS pour maintenir les étudiants dans l'ignorance du contenu de la réforme.

Une atmosphère d'indifférence, de déception, voire de totale désillusion baigne les universités lilloises ; dans le contexte actuel, nous constatons une recrudescence sensible des contacts et du nombre des sympathisants. Lors de la réunion d'information sur « le mouvement libertaire et la Fédération anarchiste », le 8 janvier 1983, à Lille, vingt-six personnes étaient présentes, une dizaine s'étaient excusés de ne pouvoir venir, parmi eux beaucoup de jeunes et notamment d'étudiants.

La commission universitaire du groupe de Lille

Le débat sur le « travail noir », c'est la tarte à la crème à éclipses. Périodiquement, la question est remise sur le tapis. Voilà que le Conseil économique émet un avis autorisé autant que distingué sur un rapport établi au temps de Giscard par le « groupe national de lutte contre le travail effectué dans des conditions illégales ». (Que ça sonne bien aux oreilles profanes !) De son côté, M. Jean-Jacques Dupeyrou a remis ses doctes conclusions sur le même sujet. M. Dupeyrou est ce bricoleur autant universel qu'universitaire que le pouvoir socialiste appelle à son secours pour tenter de résoudre les problèmes insolubles et trouver la quadrature du cercle.

Cette fois, donc, M. Dupeyrou s'est mué en Don Quichotte enfourchant la Rossinante du civisme pour briser des lances contre les mauvais citoyens qui fraudent le fisc et la Sécurité sociale et portent tort aux professionnels « honnêtes » ! Il préconise des mesures fiscales et répressives et en appelle même à la délation.

Les statistiques de diverses origines donnent sur le sujet des chiffres très variables et élastiques. Il ne peut en être autrement compte tenu de la nature par définition obscure de ces activités. Le phénomène englobe certainement des millions d'individus et constitue incontestablement une « économie parallèle ». Il est répandu dans le monde entier, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud et en Italie, par exemple, il représenterait 30% du PIB.

Les négriers

Le vocable « travail noir » recouvre des réalités qui n'ont rien de commun entre elles sinon leur clandestinité. Ainsi, des petites entreprises industrielles, commerciales ou artisanales utilisent systématiquement une main-d'œuvre non déclarée, payée avec des salaires de misère et dépourvue de toute protection sociale. Tout le monde sait qu'il existe des réseaux alimentant ces négriers en travailleurs immigrés clandestins. Avec le développement du chômage, le petit patronat peut puiser de plus en plus dans la population autochtone. Les grandes entreprises, elles, aiment à proclamer qu'elles sont toujours en règle avec la loi, mais elles ne s'interdisent pas de tirer profit de cette sur-exploitation par le biais de la sous-traitance.

Le « travail noir » englobe par ailleurs un vaste secteur d'activités et de situations très diversifiées. Citons, par exemple, le petit boulot que déniche un retraité qui s'ennuie ou qui veut compléter une trop maigre pension, tous les petits emplois auxquels bien des femmes sont contraintes de recourir : ménages, gardes d'enfants, travaux à domicile, généralement très mal payés car la main-d'œuvre est abondante et le petit bourgeois qui



Le travail noir ou la quadrature du cercle de M. Dupeyrou

fait cirer ses meubles ou le bou-tiquier qui utilise une vendeuse sans la déclarer sont des exploités qui, pour être de petite taille, n'en sont pas moins aussi rapaces que les gros.

Autre phénomène de grande ampleur : la deuxième journée. Certes, chacun sait que les flics, par exemple, exercent un « métier » qui leur laisse des réserves énergétiques suffisantes ne demandant qu'à être employées dans une seconde profession. Mais beaucoup de travailleurs, qui subissent pourtant des conditions incontestablement plus pénibles, et surtout parmi les « postés », recherchent un job supplémentaire, souvent une demi-journée. D'autres n'hésitent pas à consacrer leurs week-ends à monter des murs, tirer des fils ou poser des papiers peints chez des particuliers.

Qu'est-ce qui fait courir le prolo ?

Les organisations syndicales ont toujours dénoncé — au moins en principe — la pratique des heures supplémentaires dans les entreprises. Elle fait le jeu du patron, elle va à l'encontre des longues luttes pour la réduction du temps de travail, elle substitue le système D et le repli sur soi à la solidarité, à l'action collective. Le même jugement peut être porté à l'encontre de la « deuxième journée » ou du travail du week-end. Mais, au fait, n'ont-ils pas leur part de responsabilité dans cette situation ceux qui ont émasculé le mouvement ouvrier, rendant bien peu crédibles les possibilités de véritable changement social ? C'est une question qui mérite d'être posée sans vouloir pour autant éluder la responsabilité des individus.

Ce « travail noir » ne rend pas forcément la vie toute rose. Alors qu'est-ce qui peut faire courir le prolo, lui faire mener parfois une vie de dingue qui, à la longue, n'est pas sans danger pour sa santé ?

Au-delà de toutes les théories, de toutes les exhortations, il existe une force incoercible, celle des besoins. Ceux-ci ne sont pas identiques dans le temps et dans l'espace. Ils sont l'aboutissement d'une évolution sociale, ils correspondent au niveau technologique d'une société. Ainsi un certain appareillage ménager qui rend bien des services, et même la bagnole qui permet à la famille de s'évader, le dimanche de la ZUP bétonnée et de se mettre au vert pendant quelques heures, tout cet équipement constitue bien, de nos jours, un « minimum vital ». Besoin vital aussi celui d'émigrer sous la tente, pendant trois ou quatre semaines, au mois d'août.

C'est bien là que réside la contradiction. En tant que commerçants, les patrons veulent vendre le plus de marchandises possible, d'où un intense matraquage publicitaire qui crée des modes et de nouveaux besoins et a fait surgir le concept de « société de

consommation ». En revanche, comme employeurs, soucieux de réaliser un profit maximum, ils maintiennent au plus bas prix possible les salaires de leur personnel, l'excluant ainsi en partie des alléchants étalages de la « société de consommation » en question. Le résultat c'est, par exemple, que le salaire moyen mensuel des ouvriers a été en 1981, en France, de 4 100 F et qu'en avril 1982 plus de quatre millions de salariés gagnaient 3 900 F ou moins par mois (dont 45,5% des ouvriers du textile-habillement, 44% dans le cuir et la chaussure, 42,5% dans les hôtels, cafés et restaurants, 37,4% dans le commerce de détail alimentaire, 36,8% dans le bois et l'ameublement, etc.). Cela signifie bien des frigos et des machines à laver qui équipent les cuisines des HLM, bien des télé et des voitures n'ont pu être payés que grâce, parfois aux heures supplémentaires, très souvent à la « deuxième journée », aux travaux du week-end ou à l'emploi non déclaré de la femme. Ce qui met en évidence, soit dit en passant, le poids économique du « travail noir ».

Une diversion ?

L'ampleur du phénomène, son poids économique suggèrent qu'il est plus aisé, au pouvoir d'en parler abondamment que d'intervenir réellement. On serait tenté d'ajouter qu'en cette période de crise où le gouvernement a du mal à faire passer sa politique, il lui faut multiplier les exutoires, les diversions, les boucs-émissaires, tout en invoquant les « nouvelles solidarités » et la lutte contre le chômage et les déficits sociaux. Nous verrons bien s'il s'en prendra vraiment aux négriers qui utilisent systématiquement la main-d'œuvre clandestine et qu'il ne doit pas être si difficile de débussquer.

Quant au vaste domaine des petites activités illégales, on voit mal comment les contrôles pourraient être efficaces, même en renforçant les moyens répressifs comme le demande le rapporteur du Conseil économique. Cela supposerait un énorme déploiement policiers et même parfois des incursions dans la vie privée. Tout au plus peut-on prévoir des actions ponctuelles pour intimider. L'URSS avec son appareil répressif n'a jamais pu empêcher le développement d'une « économie parallèle » autrement plus importante qu'en France.

De toute façon, c'est une grosse plaisanterie que de vouloir effacer une tare sans s'en prendre à ses causes. Le « travail noir » est l'inévitable produit du système et la crise économique ne peut d'ailleurs que l'amplifier. Et puis n'est-il pas insensé de vouloir, comme M. Dupeyrou, « moraliser », « assainir » une société qui, toute entière, secrète l'arnaque comme le foie secrète la bile ?...

Sébastien BASSON



Politique économique

QUE CHOISIR ?

LES élections ont au moins cela de bon qu'elles rendent gênés les politiciens qui nous gouvernent. C'est une fois de plus, et à bon compte, ce à quoi nous assistons depuis quelque temps et cela à quelques semaines du premier round des municipales. C'est toujours ainsi les veilles de fête !... Une fête dont il faudra bien, quand les lampions seront éteints, payer les fournisseurs, c'est-à-dire trouver les moyens de combler les déficits budgétaires et extérieurs qui s'allongent.

car il ne suffit pas de maintenir le pouvoir d'achat de certaines catégories sociales ou, par exemple, de baisser le prix du pétrole. Aucune mesure de politique économique prise n'est gratuite ni sans conséquence à plus ou moins brève échéance.

Le maintien du pouvoir d'achat par exemple favorise la consommation. Malheureusement, une grande partie des biens de consommation échappe à la production française. Le rush des acheteurs sur la hi-fi, les magnétoscopes, les jeux électroniques, les appareils photo, la moto, etc. témoigne d'une production venant de l'étranger ce qui, vous vous en doutez, pèse sur l'équilibre du commerce extérieur du pays. En 1982 et dans tous les pays industriels environnants, le pouvoir d'achat et la consommation ont régressé. Il est facile à aussi d'en conclure au déséquilibre par rapport à nos concurrents-partenaires étrangers.

En cherchant tout à la fois à jouer la carte de la solidarité et du maintien du pouvoir d'achat d'une part, et une politique de rigueur et d'austérité d'autre part, le pouvoir actuel ne peut que mécontenter tout le monde.

Les faits sont têtus. Si l'on en croit le rapport sur l'avenir de la conjoncture présenté dernièrement au Conseil économique et social, les prévisions gouvernementales sont à revoir... à la baisse. Rien de la croissance économique, de la consommation populaire, des investissements productifs n'atteindra les objectifs fixés, voire ils régresseront ? En revanche, le chômage, lui, reprendra une croissance inexorable.

Si l'on en croit aussi les grosses têtes de l'INSEE, le pouvoir d'achat réel devrait diminuer, sauf dans la fonction publique (des accords ont été contractés). Mais, déjà, beaucoup de travailleurs ont vu leur pouvoir d'achat diminuer. Les retraits observés dans les caisses d'Épargne semblent aller dans ce sens.

On peut toujours les nier, ces difficultés existent et placent le gouvernement devant des mesures de soutien, donc des choix qu'il ne veut pas prendre. Une politique d'austérité bien appliquée reviendrait à saper les fondements philosophiques du socialisme. De plus, nous sommes déjà en pleine préparation électorale, ce qui veut tout dire en matière de laxisme économique.

Une politique active de maintien du pouvoir d'achat, si elle se poursuit après la grand'messe du mois de mars, reviendra à accroître considérablement le déficit public. En un mot comme en cent, le pouvoir de gauche nage entre deux eaux, entre une politique de rigueur ou une autre de relance par la consommation, en fait sans pouvoir maîtriser l'une ou l'autre.

Il n'y a que Marchais — et ses acolytes — à penser que même un recul important de la gauche aux municipales ne modifierait pas la ligne suivie par le gouvernement. Nous assisterions alors au renforcement des contradictions observées précédemment.

La politique de Giscard-Barre a échoué. La politique de Mitterrand-Mauroy ira de même. Ce ne sont pas les pitreries des Delors-Mauroy pour supprimer, puis maintenir, le 1 point d'intérêt des livrets de caisse d'Épargne qui y changera grand-chose. Ou plutôt si, elles sont l'exemple-type d'une politique qui cherche en vain son point d'équilibre et qui, comme vous l'avez deviné, semble se situer vers le centre gauche de l'échiquier politique.

Une politique qui échouera parce qu'elle est tributaire des structures actuelles du système de profit, des habitudes et réflexes que celles-ci engendrent. Ces structures, si on ne les change pas, condamnent toutes les catégories sociales, même les populaires, à rester enchaînées au navire. Elles piègent les travailleurs et avec eux la gauche au pouvoir.

L'immobilisme du système impose, si on veut véritablement le changement, de le renverser et d'instaurer des structures bien différentes génératrices de nouveaux rapports entre les hommes. L'illusion reste de faire croire au changement sans bouleverser cette vieille société verrouillée. La gauche parlementaire et étatiste fait perdurer de faux espoirs et des lendemains qui déchanteront. Comment et pourquoi ? Par son incohérence théorique qui la conduit à gérer, tant bien que mal, un système qu'elle devrait logiquement combattre. Louise Michel avait raison : le pouvoir est vraiment maudit !

Roland BOSDEVEIX

NOUVELLE-CALÉDONIE : UNE COLONIE A PART ENTIÈRE

LUNDI 10 janvier, en Nouvelle-Calédonie, deux gendarmes mobiles ont été tués et quatre autres blessés au cours d'un conflit social qui opposait la population kanak avec le propriétaire, d'origine européenne, d'une scierie : celle-ci polluait la rivière qui alimente en eau les villages voisins. Cet affrontement est symptomatique de la crise latente qui couve en Nouvelle-Calédonie et fait suite à divers événements dont le point culminant a été, le 19 septembre 1981, l'assassinat d'un leader indépendantiste, Pierre Declercq. Des coups de feu entre population kanak et population blanche (les « caldoches »), des heurts sporadiques avec les gendarmes mobiles, des conflits répétés, sont l'expression d'une crise du colonialisme qui affecte la Nouvelle-Calédonie, crise qui s'accélère depuis l'accession de la gauche au pouvoir en France, du fait des interrogations ou des espoirs qu'elle a suscités.

La Nouvelle-Calédonie revêt tous les caractères d'une colonie classique : invasion militaire et annexion (1844 et 1853), persécution de la population autochtone mélanésienne, les kanaks, et parquage dans des réserves, domination économique et foncière (2 500 propriétaires caldoches possèdent 340 000 hectares et 24 000 kanaks se partagent 163 000 hectares de réserves), structures politiques et administratives « importées », tutelle étatique française séculaire. Or, la culture kanak possède son particularisme : attachement à la terre, absence de notion de propriété, structure sociale du type tribal. Tout oppose donc ces « premiers occupants » à la population blanche et aux divers « immigrés » (Polynésiens, Japonais, Indochinois) venus travailler sur les propriétés foncières ou les mines : la Nouvelle-Calédonie vit économiquement à l'heure du nickel et est l'un des trois grands producteurs mondiaux de ce métal. Ce territoire est victime des caractéristiques du colonialisme français : capitaux strictement investis dans les affaires les plus rentables (extraction de matières premières, import-export...), les capitalistes métropolitains s'obstinent à empêcher la création d'une industrie locale de production par crainte de la concurrence. Qu'on en juge : en 1980, sur une valeur globale d'exportation de 29,552 millions de francs CFP (0,055 FF), le nickel, sous forme de minerais ou de produits de fusion, représente à lui seul 27,956 millions de francs CFP, soit 94,6% des exportations en valeur monétaire. En revanche, la Nouvelle-Calédonie, malgré un élevage et un cheptel assez diversifiés, importe, entre autres, des denrées alimentaires... y compris des fruits et des légumes !

La Nouvelle-Calédonie est administrativement organisée par un statut de territoire d'Outre-Mer, caractérisé par une dualité entre un pouvoir local et une représentation de l'Etat français. Le pouvoir local est constitué d'une assemblée territoriale élue (trente-cinq membres), qui désigne un conseil de gouvernement (cinq membres). Mais la présidence de ce conseil est assurée par un « haut commissaire » désigné par le gouvernement français : une version tropicale de la liberté surveillée ! Les compétences respectives sont ainsi distribuées : la vie communale (et, depuis peu, administrative) à l'assemblée territoriale et à son conseil de gouvernement ; les grandes options « politiques » et les relations extérieures au « haut commissaire », représentant de l'Etat français, œil permanent du suzerain sur son vassal. De plus, la Nouvelle-Calédonie est représentée en France par deux députés et un sénateur.

Population autochtone confinée, économie monolithique, organisation administrative typiquement occidentale, la Nouvelle-Calédonie est une rescapée du passé colonial français.

Bernard (groupe de Houilles-Sartrouville)

ETHNIES ET CULTURE KANAK

LA Nouvelle-Calédonie, 133 233 habitants d'après le recensement de 1976, comprend 55 598 Kanaks (41,7% de la population), 50 757 Européens (38,1%), 9 571 Wallisiens (7,2%), 6 391 Tahitiens (4,8%), 5 111 Indonésiens (3,8%), 1 943 Vietnamiens (1,5%), 1 050 Néo-Hébridais (0,8%) et 2 812 d'autres ethnies (2,1%). Les travailleurs salariés de Nouvelle-Calédonie, 28 872 en 1976, se décomposent ainsi par ethnies : 13 281 Européens (46%), 7 947 Kanaks (27,5%), 2 205 Wallisiens (7,6%), 1 338 Tahitiens (6,4%), 666 Néo-Hébridais (2,3%), 2935 Indonésiens, Vietnamiens et autres ethnies (10,2%). Les réticences des Kanaks envers le salariat et leur niveau d'instruction très faible (3% seulement de certificats d'études primaires en 1976, premier bachelier kanak en 1961) expliquent leur faible pourcentage de salariés, leur emploi surtout comme manœuvres et le nombre important de travailleurs « importés ».

Les Kanaks

Au moment de sa découverte par Cook en 1774, la Nouvelle-Calédonie était peuplée de Mélanésiens que les envahisseurs surnommeront ensuite Kanaks. La répression féroce des Kanaks de 1878 et 1917, les expéditions punitives suite à des soulèvements successifs, l'internement dans des réserves incultivables, la christianisation forcée, les maladies importées, le travail obligatoire pour les colons et l'administration, provoquèrent le génocide des Kanaks (100 000 Kanaks en 1953 à la prise de possession française, 41 874 en 1887, 27 768 en 1901, 27 100 en 1921). Après une stagnation de 1901 à 1946, la population kanak a ensuite progressé. Alors qu'en 1887 les Kanaks représentaient 70% de la population totale de la Nouvelle-Calédonie, depuis 1960 ils ne sont plus majoritaires.

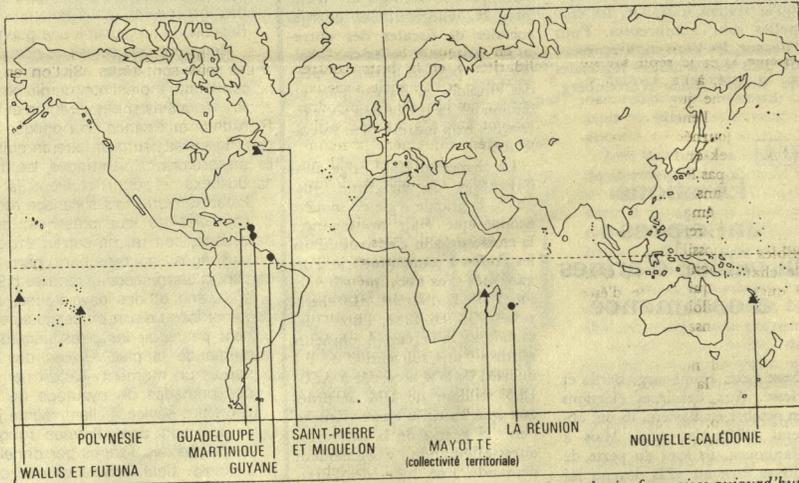
Les Européens

Les immigrants européens « libres » (des colons français, allemands, irlandais et anglais, des fonctionnaires, des militaires et des missionnaires) ont progressé rapidement de 1853 à 1901 où ils atteignent le nombre de 13 000. Cette progression correspond comme par hasard à l'effondrement de la population kanak. En 1864, le bague commença à fonctionner avec des « trans-

portés », condamnés de droit commun. L'arrivée à partir de 1872 de 4 400 déportés de la Commune et de 130 proscrits de Kabylie augmenta encore la population « pénale » qui atteignit le chiffre de 11 110 en 1876, alors que la population « civile » était seulement de 5 800 Européens, dont 2 700 colons. L'enfermement des Kanaks dans des « réserves » permit

culture, et les Indochinois travaillant dans les mines. Six mille cent Indonésiens sur 9 500 furent rapatriés, à leur demande, de 1948 à 1953, alors que seulement 1 300 Indochinois sur 5 500 le furent au cours de la même période. Deux mille cinq cents Tonkinois, qui demandaient en 1950 leur rapatriement, furent ainsi maintenus sur place contre leur gré par suite du veto du

la terre et seulement ce que l'on habite de son labeur. Cette terre, que le Kanak magnifie dans sa tradition orale — qui fournit les ignames de sa nourriture, le support de son statut social, la justification du nom qu'il porte et le lieu de son repos final auprès de tous ceux de sa lignée — est un des éléments essentiels de la culture kanak.



Les colonies françaises aujourd'hui.

la mise en valeur des meilleures terres pour le plus grand profit des colons, avec de la main-d'œuvre « pénale » gratuite. Aussi, l'amnistie en 1879-1880 des déportés de la Commune et l'arrêt de la « transportation » en 1901 mécontentèrent les colons. La population européenne déclina de 1901 à 1921, puis progressera lentement jusqu'en 1950, date à laquelle l'essor économique fera basculer la tendance. De 1950 à 1970, la population européenne aura plus que doublé.

Les ethnies « importées »

Après que l'immigration océanienne, des Nouvelles-Hébrides voisins notamment, fut interdite en 1885, les colons firent appel aux Japonais, aux Indochinois et aux Indonésiens pour remplacer, à bas prix, la main-d'œuvre « pénale » gratuite. Les Japonais seront des travailleurs « libres » employés dans les mines et les industries du nickel et non des travailleurs immigrés « sous contrat » comme les Indonésiens, dirigés spécialement vers l'agri-

Vietnam du Sud. Dès 1956, d'importantes « importations » de Wallisiens et Futuniens d'une part, et de Tahitiens d'autre part, vont se produire du fait des départs des Indonésiens et des Vietnamiens. La reprise des rapatriements des Vietnamiens du Nord, de 1960 à 1964, entraîna le départ de 4 100 d'entre eux. En 1965, mille Vietnamiens restent en Nouvelle-Calédonie.

La culture kanak

Le terme de Kanak, signifiant « l'homme du pays », exprime la relation animal-terre. Il rend bien compte d'une notion fondamentale du peuple kanak, celle de l'homme fragment de la nature. L'homme sera, par exemple, tout à la fois et sans hiérarchie, homme, lézard, écume, des vagues, etc., car il importe pour l'individu d'être en totale symbiose avec son environnement. Cet accord subtil avec la nature, ce respect de l'animal, expliquent son attachement à la terre : on confie une terre, on ne la vend pas ; on ne possède qu'en dépôt

L'identité kanak s'exprime autant dans la coutume que dans la terre. La coutume kanak, c'est un art de vivre, nourri de sociabilité, d'entraide et de consensus, et qui fait une très large place aux événements familiaux et aux activités en commun (débroussaillage, culture des ignames, construction de cases, repas et fêtes). La coutume, c'est encore le dédain de l'argent, la résistance au travail salarié, le partage (le « communisme océanien »), la stricte satisfaction des besoins (ce qui compte, c'est avoir de quoi manger et non de capitaliser).

Avant l'arrivée des Européens, il n'y avait pas de gouvernement, d'Etat, mais un équilibre dans des clans entre les groupes sociaux, les familles (terme qui ne doit pas être pris dans une acception occidentale, mais s'étendre à tous les adoptés) et les classes d'âge.

La résistance à la colonisation culturelle
La culture dominante du

« système blanc », fondée sur l'argent, le travail et l'individualisme bourgeois, a imposé ses valeurs politiques, économiques et sociales, son mode de vie, la langue française, à la culture kanak.

Ainsi, les missionnaires catholiques dans la Grande-Terre et les missionnaires protestants surtout dans les îles Loyauté ont prescrit leur religion et interdit les traditions qui choquaient leur morale en interrompant la bacchanale des « Pilou-Pilou de nuit » et en infligeant aux femmes leurs robes-mission. Des écoles « indigènes », classes de zone tenues par la plupart des missionnaires, inculquaient aux jeunes Kanaks la langue française, leur interdisaient l'usage des trente-six langues kanaks, en incitant à la dénonciation ceux et celles qui parlaient leur langue maternelle et en les punissant, leur apprenaient à posséder, leur défendaient de donner ce que l'on offre. Pour vaincre la répugnance des Kanaks à obliger leurs enfants à aller à l'école et pour soustraire les enfants kanaks aux clans, ces enfants furent envoyés dans des villages de regroupement et des internats. D'autres moyens que l'école ont bien sûr été utilisés par les Européens pour imposer leur culture : le « régime des réquisitions » jusqu'en 1946, l'invasion massive de produits d'importation, le tourisme, le développement économique, les mass media...

La vie des Kanaks dans les « réserves » a permis une certaine résistance à la destruction de leur culture de ces cent trente années de colonisation. Ainsi, dernièrement, à l'île des Pins et à l'île Ouvéa, le grand tourisme commercial et le Club Méditerranée ont été chassés de ces dépendances calédoniennes par les Kanaks : des hôtels ont été brûlés et pillés. Les Kanaks ont mieux résisté, semble-t-il, que les Polynésiens pour la sauvegarde de leur culture. Il est vrai que les Polynésiens connaissaient des structures sociales déjà développées, par contraste avec le collectivisme tribal des Kanaks. Ainsi, en Nouvelle-Calédonie, les Wallisiens et les Tahitiens pêchent dans un but lucratif, alors que les Kanaks ramassent seulement ce dont ils ont besoin, sans ambition mercantile.

Jean-Yves
(sympathisant
du groupe Kropotkine)



Afghanistan : la sale guerre du Kremlin

LE 17 janvier 1982, Helmut Kohl obtenait le vote de confiance, indispensable pour ouvrir la voie aux élections législatives anticipées du 6 mars 1983. Pour gagner ce vote, le chancelier a eu recours à une stratégie tout à fait artificielle. En effet, la seule manière d'obtenir une dissolution du Bundestag — dans la mesure où, selon la loi fondamentale, l'Assemblée ne peut se dissoudre elle-même — est de mettre le chancelier en « minorité ». Le 17 décembre, donc, le Bundestag refusait la confiance au chancelier Kohl par 218 voix contre 8 voix pour et 248 abstentions, l'opposition ayant voté tout naturellement contre, la majorité CDU/CSU s'étant abstenue. Cette « chute » est donc une victoire, les élections sont désormais engagées et les paris ouverts. Mais d'ici le 6 mars, l'eau coulera sous les ponts. Les remous causés dans les rangs des différents partis politiques causés par l'affaire des pots de vin Flick, les euromissiles, la montée du chômage ne manqueront pas d'animer la campagne électorale.

Les pots de vin Flick

L'affaire n'est pas nouvelle. Elle avait déjà défrayé la chronique au printemps 1981. Depuis deux ans, le parquet de Bonn enquête sur les agissements du holding financier Flick, soupçonné d'avoir lésé le fisc de plusieurs centaines de millions de marks, grâce à la « compréhension d'hommes haut placés ». Aussi, le parquet épeluche-t-il les comptes du groupe et a-t-il mis la main sur une « comptabilité noire » à travers laquelle on s'aperçoit que des sommes coquettes sont associées à des noms connus : le comte Lambsdorff, ministre libéral de l'Economie a touché 165 000 DM ! Ces sommes versées en liquide sont destinées aux trésoreries des partis.

Tous les partis politiques représentés au Bundestag sont, sans exception, compromis dans ce scandale. Mais la cible privilégiée est le parti libéral de M. Genscher. Depuis le changement d'alliance, il a du mal à encaisser les coups, contrairement à ses grands frères, la CDU et le SPD. Son aile gauche l'abandonne, une partie de son électoral le renie, Lambsdorff est compromis. Du coup, un « parti libéral démocrate » s'est créé à Bochum en

réaction à cette débâcle ; des « associations libérales » veulent rénover le parti de l'intérieur ! Le FDP est en pleine décomposition et plus personne ne se fait d'illusion sur ses chances de survie après le 6 mars.

La poussée des Verts

Les « Verts », alternatifs, écologistes et neutralistes, devraient franchir la barre des 5% et entrer au Bundestag, devenant ainsi la troisième force politique en RFA. A la seule condition : qu'ils restent unis. Or, les chapeaux sont nombreuses. Pour l'instant, les Verts sont représentés dans les assemblées régionales de Breme, Bade-Wurtemberg,

R.F.A.

Elections anticipées : la veillée d'armes a commencé

Basse Saxe, Hambourg, Berlin et Hesse. Aux dernières élections en octobre en Bavière, ils ont obtenu 4,5% des voix. Mais à Hanbourg, ils sont en perte de vitesse face au SPD devenu lui aussi, depuis qu'il est dans l'opposition, beaucoup plus « pacifiste ».

L'affaire des euromissiles

La double décision de l'OTAN de décembre 1979 prévoit le développement d'euromissiles américains en Europe en cas d'échec des négociations américano-soviétiques de Genève. Les 108 fusées Pershing II, dont le déploiement est prévu fin 1983, sont pratiquement toutes centrées sur le Bade-Wurtemberg. Le nouveau gouvernement allemand est un partisan inconditionnel de la double décision de l'OTAN, tout comme son prédécesseur. Cependant, depuis que le SPD est entré dans l'opposition, le successeur de Schmidt, Vogel, nuance ses propos et tente de jouer les « pacifistes réalistes » face aux « pacifistes utopistes », toujours en perspective des élections législatives.

La montée du chômage

La RFA a franchi le cap des

deux millions de chômeurs. Elle dépasse ainsi pour la première fois le taux de chômage atteint en 1948. Ce chiffre représente 9,1% de la population active et une augmentation de 44% par rapport à 1981.

Pour lutter contre le chômage, l'ancien gouvernement voulait aider les demandeurs d'emploi, quitte à provoquer un déficit budgétaire. Le gouvernement chrétien-démocrate-libéral ne l'entend pas de la sorte et veut faire preuve de rigueur, d'une part en allégeant les charges sociales et fiscales des entreprises pour que celles-ci — soit-disant — puissent investir et créer des emplois, et d'autre part en diminuant les prestations sociales, charges trop lourdes pour la collectivité !

La chancelier Kohl exige aussi davantage de dirigisme. Jusqu'ici, la grande règle en matière économique était de favoriser la croissance afin d'en redistribuer les profits à toute une série d'organismes sans s'occuper directement de la marche des entreprises. Or, en 1982, l'Etat allemand est intervenu à plusieurs reprises : une subvention de 1,1 milliard de DM accordée à AEG, 18,5 millions de DM accordés aux aciéries de la Sarre. Krupp, l'un des géants de la sidérurgie ouest-allemande, a également demandé une aide de l'Etat, « pour sauver l'entreprise ».

Comme la plupart des pays en crise, la RFA pratique une politique d'austérité. Les mesures de restriction sociale entrées en vigueur au 1^{er} janvier 1983, la hausse de la TVA prévue pour juillet rognent le pouvoir d'achat. Les chômeurs sont les cibles privilégiées de cette politique « anti-sociale ». D'ailleurs, en RFA, les manifestations succèdent aux manifestations.

Face à cette situation politique et sociale en pleine décomposition, la veillée d'armes a commencé tant chez les partis politiques que chez les industriels et la population. Tout le monde a les yeux braqués sur le 6 mars 1983. Une fois de plus, le jeu électoral servira à gruger les populations, à leur faire croire au changement, à l'amélioration de leur sort, alors que le vote est le moyen le plus sûr de faire coopérer les gens au maintien de leur exploitation.

Martine

(liaison Bas-Rhin)

DEPUIS plus de trois années, le régime lénino-brejnévien mène une guerre de conquête coloniale en Afghanistan. Il y a eu une erreur d'appréciation au départ des stratèges du Kremlin : ils ont voulu transformer un pays qui était à l'époque nettement prosoviétique en un pion de plus dans leur jeu de dominos impérialiste. Ils escomptaient, probablement que la supériorité militaire de l'armée rouge et de leurs affidés locaux suffirait à s'emparer sans coup férir du pays et de progresser ainsi dans la direction du Golfe persique, gorgé de ce fameux pétrole dont s'abreuve tout l'Occident. Ils n'avaient omis qu'un seul aspect : les traditions guerrières des tribus afghanes, lesquelles ont infligé, déjà au XIX^e siècle, une cuisante défaite aux troupes britanniques. En effet, les Afghans ne sont peut-être pas aussi évolués socialement et culturellement que les Tchèques et les Polonais qui n'ont opposé jusqu'ici que leur force d'inertie à leur régime importé de Moscou. Cependant, les Afghans n'ont pas l'habitude, bien au contraire, de baisser la culotte et, en bons musulmans, sont prêts à combattre jusqu'à la mort pour leur cause. Malheureusement, la disproportion des moyens techniques cause de très nombreuses pertes à la population afghane, pertes estimées à environ un million de morts depuis le début de cette guerre coloniale. Les envahisseurs ne reculent devant aucun moyen pour anéantir leurs adversaires, c'est-à-dire toute la population ligée comme un seul homme, malgré les haines et dissensions séculaires entre les différentes tribus. Tous les moyens de mort et armes biologiques sont utilisés par Moscou : napalm, incendie et massacres de villages entiers, bombardements aveugles, raids des hélicoptères blindés, bombes miniatures larguées dans la nature et se confondant avec le paysage, mines, etc.

Tout cela en vain jusqu'ici, les résistants afghans, armés de quelques mauvais fusils datant de la Première Guerre mondiale, puis d'armes prises à l'ennemi, font mieux que se défendre et portent des coups sensibles au cœur même du dispositif ennemi, exécutant ouvertement les traîtres qui collaborent avec les occupants. En tout état de cause, les Afghans ne peuvent compter que sur eux-mêmes, les Américains et Chinois, un moment tentés, se gardent bien de les approvisionner en armes modernes, Salvador et Tibet obligeant ; il faut respecter un certain équilibre chacun de son côté dans ses « petites guerres ».

Quant aux Européens, apeurés par la perte possible de quelques « marchés du siècle », ils se bouchent les yeux et les oreilles, tout en marmonnant de temps à autre quelque psalmodie à propos de l'« ingérence » des troupes soviétiques.

Au fait, que fait la fameuse gauche et ses « rivegauchistes », si prompts auparavant, quand avait lieu la « sale guerre impérialiste des Américains au Vietnam » à défilier sur l'autostrade Bastille-République ? Y aurait-il une guerre un peu moins sale que d'autres ?

Bon, tout cela se sait et occupe tout de même quelques colonnes de journaux, aussi, aujourd'hui, nous aborderons un autre aspect beaucoup moins connu de cette sale guerre : celui des soldats soviétiques mobilisés de force et envoyés au casse-pipe par les dinosaures du Kremlin. Au début, le haut-commandement de l'armée rouge avait cru bien faire en envoyant combattre de préférence des ressortissants asiatiques de l'Empire — Turkmènes, Tadjiks, Ouzbeks — dont souvent la langue est proche de l'Afghan. Patatras ! Une fois sur place et s'étant rendus compte des raisons véritables de leur présence, beaucoup de ces soldats ont soit déserté, soit refusé carrément de se battre. De même les soldats plus âgés, aguerris, ont paru peu sûrs ; alors, Moscou envoie depuis de très jeunes recrues (19-20 ans) en provenance de Russie, d'Ukraine et des pays baltes, à peine sortis de brefs stages de formation. Le sort de ces jeunes n'est guère enviable : ils commencent par subir les pires brimades au sein de l'armée rouge elle-même de la part surtout des sergents et de ceux qui sont là depuis un moment. Qu'on ne se méprenne pas, ce ne sont pas des brimades de byzutage ou autre bleu-bite, non, ce sont de véritables sévices, allant même jusqu'au viol homosexuel (presque de tradition dans l'armée rouge à l'égard des jeunes recrues), au pillage des affaires personnelles et au racket des soldes et des aliments. Cela jusqu'à ce que ceux qui s'endurcissent les fassent subir à leur tour aux nouveaux arrivants. Par ailleurs, l'usage du haschich est quasi quotidien. Ceux qui résistent et parviennent, par exemple, à s'enfuir ou à se laisser faire prisonniers par les résistants afghans sont encore plus mal lotis ; on leur laisse le choix suivant : soit se convertir à l'Islam, soit être tués après de terribles tortures (cela selon la sainte prescription du code coranique). Par désespoir, beaucoup se mutilent afin d'être renvoyés au pays ou à l'arrière ; là aussi, ils sont souvent lourdement sanctionnés, si l'acte volontaire est prouvé.

Les pertes soviétiques sont estimées actuellement à près de 15 000 morts et 30 000 blessés, ce sur un contingent permanent de cent mille hommes. Auparavant, les blessés étaient ramenés à la frontière soviétique, à Douchan, et hospitalisés, mais on s'est aperçu que leurs familles venant les voir des quatre coins de l'Empire, cela créait beaucoup de mouvements divers.

Désormais, les blessés légers sont donc directement rapatriés en URSS dans leur famille, tandis que les blessés graves sont hospitalisés dans les pays « frères » ; RDA, Bulgarie, Tchécoslovaquie. De plus, on interdit formellement aux familles d'en faire état parmi leur entourage. Des mères de soldats morts ont même été convoquées par le KGB local, afin d'être averties qu'en cas d'un trop grand « remue-ménage », elles s'attireraient le courroux des autorités.

De toute façon, comme on l'a déjà vu en Indochine et ailleurs, l'armée rouge ne pourra pas gagner sa guerre coloniale sur le terrain, la situation ne peut que s'enliser et le désespoir grandir tant chez les insurgés afghans que chez les jeunes recrues soviétiques, pendant qu'Andropov, sa bande de tchékistes et leurs « interlocuteurs » occidentaux continueront à palabrer gravement à propos du droit de non-ingérence dans leurs zones respectives d'influence.

A. SKIRDA

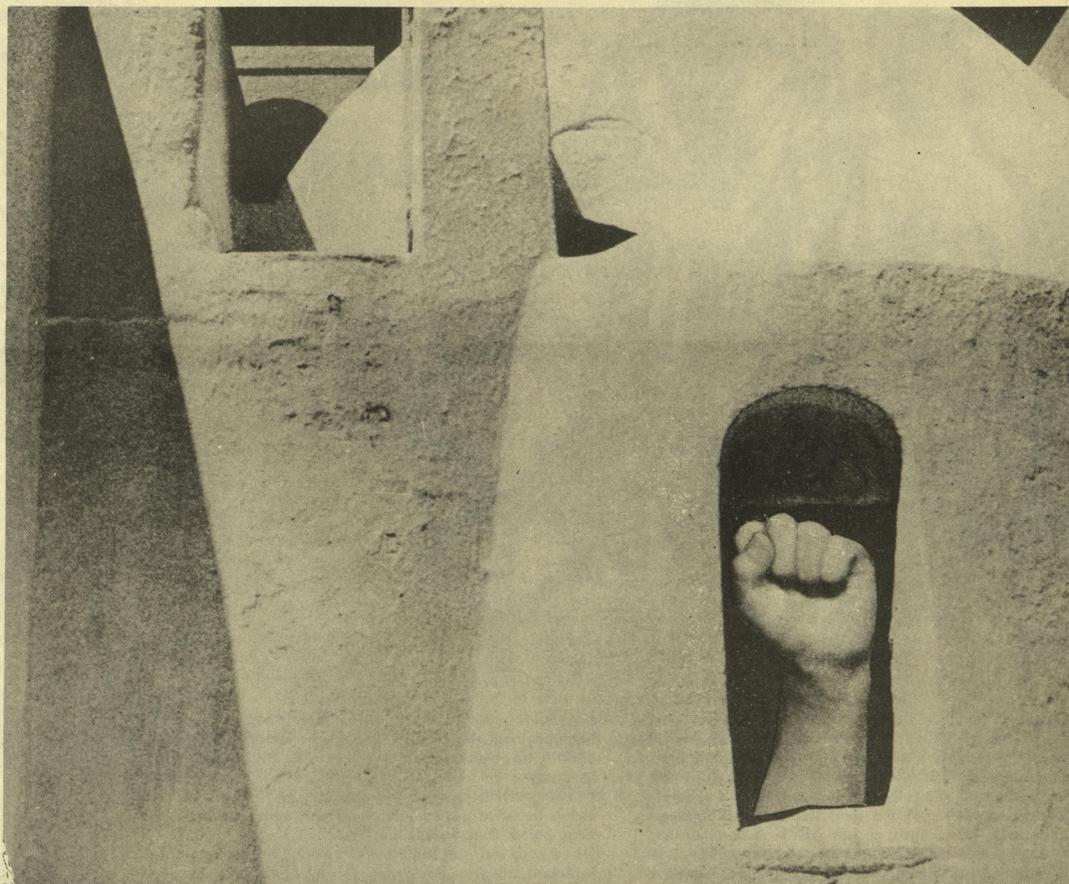
CeNiT

CNT, Solidaridad Obrera, Despertar, Esperanza, El Combate Sindicalista, ce sont là, avec d'autres, autant de titres de journaux édités en France par nos camarades exilés de la Confédération nationale du Travail, depuis la fin de la guerre civile espagnole, et qui ont maintenu sans interruption depuis lors, vivante et digne, durant une longue période où toute expression libre fut bâillonnée au-delà des Pyrénées, la voix des anarchistes et des anarcho-syndicalistes espagnols.

Depuis la mort — hélas trop tranquille ! — du dictateur gâté Franco, depuis la relative démocratisation du régime qui s'en est suivie, on sait que la centrale anarcho-syndicaliste espagnole a pu reprendre ses activités et que cela a, entre autres conséquences, modifié quelque peu la situation de ce qu'il était convenu d'appeler l'exil confédéral. Celui-ci, s'étant transformé, depuis le congrès de Madrid en 1979, en « Régionale de l'Extérieur » reliée organiquement à l'organisation espagnole, avait maintenu jusque-là la publication de deux hebdomadaires, *El Combate Sindicalista* et *Esperanza*.

Réunis il y a quelque temps, nos camarades de la Régionale de l'Extérieur ont pris la décision de mettre un terme à la parution de ces deux journaux pour ne plus faire paraître qu'un seul et nouveau titre, *CeNiT*, de périodicité hebdomadaire, dont le numéro un est paru le 4 janvier dernier. Dans un texte de présentation du journal, Miguel Celma précise bien sûr que l'une des tâches de cette nouvelle publication sera de poursuivre la nécessaire diffusion des idées et propositions anarchistes, prélude à une non moins nécessaire révolution sociale. Un appel particulier est adressé à l'émigration économique espagnole, exploitée ici comme là-bas, conviée à rejoindre le mouvement libertaire et à apporter sa collaboration libre à ce nouvel outil de propagande.

Il va de soi que l'on trouvera chaque semaine, dans les rayons journaux de la librairie du *Monde libertaire*, cette publication amie à laquelle nous souhaitons un bel avenir.



Q UE le roi Hassan II soit un tyran s'appuyant sur la répression sanglante, est une image qui s'était imposée à tout le monde jusqu'en 1975, date à laquelle la situation politique du Maroc connut un tournant marqué par la « réconciliation » du pouvoir et des partis d'opposition légale, « réconciliation » qui s'est édiflée autour de la question du Sahara.

Depuis, contrairement à ce qu'on a voulu nous faire croire, la répression n'a pas cessé et le « processus démocratique » engagé n'a été qu'un leurre (un de plus). Témoin, ces informations que nous avons reçues et que nous publions ci-après.

maroc:
LA REPRESSION CONTINUE!

Depuis de longues années, des dizaines de prisonniers politiques souffrent de la détention politique, certains étant condamnés à mort ou à perpétuité. Et depuis longtemps, l'opinion publique marocaine et internationale, n'a cessé de demander aux responsables de mettre fin à ce phénomène, qui est une expression de l'ampleur des violations des droits de l'homme dans notre pays.

Mais les responsables marocains ont répondu à l'opinion publique nationale et internationale, ainsi qu'à toutes les organisations politiques, humanitaires, aux associations de juristes, par l'ignorance la plus complète, et ont tenu à perpétuer l'incarcération de dizaines de prisonniers politiques. Pire encore, ils ont continué à remplir les prisons de dizaines d'autres prisonniers syndicaux, affirmant par là leur volonté d'étouffer encore plus les libertés politiques et syndicales, et de bafouer les droits de l'homme.

En tant que partie intégrante de l'ensemble des prisonniers politiques et syndicaux, et face à notre privation de liberté, laquelle, à son tour, est un aspect de la réalité décrite ci-dessus : nous, soussignés des prisonniers politiques détenus à la prison centrale de Kenitra (Maroc), renouvelons la dénonciation de notre emprisonnement et de sa perpétuation, et sommes décidés à lui faire face de façon permanente dans la mesure où nous la considérons illégitime. Nous commençons cette lutte par une grève tournante de la faim qui débute le 26 avril 1982 et finit le 4 mai 1982, pour revendiquer notre libération.

Nous estimons que notre lutte est partie prenante du combat de toutes les organisations humanitaires, politiques, et des associations de juristes, nationales et internationales, pour la libération de tous les prisonniers politiques et syndicaux au Maroc, pour le retour dans leur patrie de tous les exilés et pour l'instauration des libertés politiques et syndicales dans notre pays.

(Suivent quarante signature)

Un groupe de prisonniers de la prison centrale de Kenitra (Maroc) a entamé une grève de la faim du 26 avril au 4 mai 1982. Il demandait essentiellement la libération de tous les prisonniers d'opinion au Maroc et le retour de tous les exilés politiques dans leur patrie.

Leur incarcération date de 1972, 1974, 1975, 1976 (grandes vagues de répression au Maroc). Leurs procès ont eu lieu à Casablanca — été 73 et janvier 77. Ils se sont déroulés dans l'irrespect total du droit à la défense. Leurs avocats ont été également victimes de pressions diverses destinées à annihiler toute possibilité de défense réelle : multiples mesures d'intimidation, allant jusqu'à la séquestration des avocats eux-mêmes, procès à huis clos, etc.

Les peines prononcées ont été de cinq ans de détention à la prison à perpétuité et à la peine de mort. Leur « crime » ? Ne pas penser comme le gouvernement marocain.

Il s'agit donc, en fait, de véritables délits d'opinion, atteintes à des droits fondamentaux, officiellement reconnus par le gouvernement d'Hassan II, d'atteintes à la liberté d'opinion, d'expression et d'association.

Le trajet de ces opposants au régime (n'ayant jamais eu recours à la violence) sont des arrestations ou des enlèvements, des détentions dans des lieux secrets où ils ont subi d'abominables et d'interminables tortures (durant des périodes allant de deux mois à cinq ans), isolement total, des transferts à la prison dans des conditions de détention déplorables.

Il en a résulté un état de délabrement physique et mental, aggravé par de longues et multiples grèves de la faim causant la mort de plusieurs codétenus, état inquiétant et encore plus alarmant à la veille d'une grève de la faim. L'absence quasi totale d'encadrement médical à Kenitra ne sera que plus intolérable au cours de cette grève de la faim, d'autant que ce type d'actions entraîne un durcissement des conditions de détention : isolement total des grévistes de la faim (ni visites ni courrier, etc.), fouilles répétées et violentes, voire passages à tabac.

Etant donné les antécédents physiques et mentaux des détenus grévistes et le durcissement des conditions de détention : ces hommes sont en danger.

La légitimité du combat des prisonniers d'opinion au Maroc, demandant la libération de chacun d'entre eux, a été et demeure reconnue et soutenue par des individus de toute nationalité, des associations nationales et internationales de juristes, des organisations humanitaires nationales et internationales (Amnesty International, Ligue des droits de l'homme, etc.), des organisations et associations syndicales et culturelles, les formations politiques démocratiques du Maroc et de l'étranger, le Parlement marocain qui a unanimement reconnu en décembre 1977 la nécessité de libérer tous les prisonniers d'opinion.

Face à ces multiples prises de position officielles, quelles sont les réactions du gouvernement marocain ? Nier totalement l'existence des prisonniers d'opinion, les présenter comme des ennemis du peuple et de l'Etat, présenter l'amnistie de juillet 1980 — qui ne touchait qu'une minorité de détenus — comme une amnistie générale, liquidant le problème des prisonniers d'opinion au Maroc.



BAKOUNINE UN AMANT DE LA LIBERTÉ

C E texte de Bakounine est extrait d'une brochure éditée sous le titre *La Commune de Paris et la notion de l'Etat* (1). Cette brochure est un fragment inachevé, comme la plupart des écrits de Bakounine, intitulé par son auteur : *Préambule pour la seconde livraison de l'Empire knouto-germanique*. Elle fut rédigée en juin 1871. A vous de lire et d'apprécier ces quelques lignes consacrées à la définition de la liberté par cet homme qui, comme il le définit lui-même, n'est ni un savant, ni un philosophe, ni même un écrivain de métier, mais un chercheur passionné de la vérité et un amant fanatique de la liberté.

Je suis un amant fanatique de la liberté, la considérant comme l'unique milieu au sein duquel puissent se développer et grandir l'intelligence, la dignité et le bonheur des hommes ; non de cette liberté toute formelle, octroyée mesurée et réglementée par l'Etat, mensonge éternel et qui en réalité ne représente jamais rien que le privilège de quelques-uns fondé sur l'esclavage de tout le monde ; non de cette liberté individualiste, égoïste, mesquine et fictive, prônée par l'école de J.-J. Rousseau, ainsi que par toutes les autres écoles du libéralisme bourgeois, et qui considère le soi-disant droit de tout le monde, représenté par l'Etat comme la limite du droit de chacun, ce qui aboutit nécessairement et toujours à la réduction du droit de chacun à zéro. Non, j'entends la seule liberté qui soit vraiment

digne de ce nom, la liberté qui consiste dans le plein développement de toutes les puissances matérielles, intellectuelles et morales qui se trouvent à l'état de facultés latentes en chacun ; la liberté qui ne reconnaît d'autres restrictions que celles qui nous sont tracées par les lois de notre propre nature ; de sorte qu'à proprement parler il n'y a pas de restrictions, puisque ces lois ne nous sont pas imposées par quelques législateurs du dehors, résidant soit à côté, soit au-dessus de nous ; elles nous sont immanentes, inhérentes, constituent la base même de tout notre être, tant matériel qu'intellectuel et moral ; au lieu donc de trouver pour elles une limite, nous devons les considérer comme les conditions réelles et comme la raison effective de notre liberté.

J'entends cette liberté de chacun qui, loin de s'arrêter comme devant une borne devant la liberté d'autrui, y trouve au contraire sa confirmation et son extension à l'infini ; la liberté illimitée de chacun par la liberté de tous, la liberté par la solidarité, la liberté dans l'égalité ; la liberté triomphante de la force brutale et du principe d'autorité qui ne fut jamais que l'expression idéale de cette force ; la liberté qui après avoir renversé toutes les idoles célestes et terrestres fondera et organisera un monde nouveau, celui de l'humanité solidaire, sur les ruines de toutes les Eglises et de tous les Etats.

Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité,

le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges. Mais, partisan quand même de la liberté, cette condition première de l'humanité, je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédéralisées dans les communes, et par la fédération tout aussi spontanée des communes, mais non par l'action suprême et tutélaire de l'Etat.

C'est là le point qui divise principalement les socialistes ou collectivistes révolutionnaires des communistes autoritaires partisans de l'initiative absolue de l'Etat. Leur but est le même : l'un et l'autre partis veulent également la création d'un ordre social nouveau fondé uniquement sur l'organisation du travail collectif, inévitablement imposé à chacun et à tous par la force même des choses, à des conditions économiques égales pour tous, et sur l'appropriation collective des instruments de travail.

Seulement, les communistes s'imaginent qu'ils pourront y arriver par le développement et par l'organisation de la puissance politique des classes ouvrières et principalement du prolétariat des villes, à l'aide du radicalisme bourgeois, tandis que les socialistes révolutionnaires, ennemis de tout alliage et de toute alliance équivoques, pensent, au contraire, qu'ils ne peuvent atteindre ce but que par le développement et par l'organisation de la puissance non politique mais sociale, et, par conséquent, antipolitique des masses ouvrières tant des villes que des campagnes, y compris tous les hommes de bonne volonté des classes supérieures qui, rompant avec tout leur passé, voudraient franchement s'adjoindre à eux et accepter intégralement leur programme.

De là deux méthodes différentes. Les communistes croient devoir organiser les forces ouvrières pour s'emparer de la puissance politique des Etats. Les socialistes révolutionnaires s'organisent en vue de la destruction, ou si l'on veut un mot plus poli, en vue de la liquidation des Etats. Les communistes sont les partisans du principe et de la pratique de l'autorité, les socialistes révolutionnaires n'ont de confiance que dans la liberté. Les uns et les autres également partisans de la science qui doit tuer la superstition et remplacer la foi, les premiers voudraient l'imposer, les autres s'efforceront de la propager, afin que les groupes humains, convaincus, s'organisent et se fédéralisent spontanément, librement, de bas en haut, par leur mouvement propre et conformément à leurs réels intérêts, mais jamais d'après un plan tracé d'avance et imposé aux masses ignorantes par quelques intelligences supérieures.

Les socialistes révolutionnaires pensent qu'il y a beaucoup plus de raison pratique et d'esprit dans les aspirations instinctives et dans les besoins réels des masses populaires que dans l'intelligence profonde de tous ces docteurs et tuteurs de l'humanité qui, à tant de tentatives manquées pour la rendre heureuse, prétendent encore ajouter leurs efforts. Les socialistes révolutionnaires, au contraire, pensent que l'humanité s'est laissée assez longtemps, trop longtemps, gouverner, et que la source de ses malheurs ne réside pas dans telle ou telle autre forme de gouvernement, mais dans le principe et dans le fait même du gouvernement quel qu'il soit.

(1) Cette brochure a été rééditée comme supplément au Monde libertaire de mars 1971. Encore disponible à la librairie du Monde libertaire.

expressions

NOTES DE LECTURE

« Georges Sorel : entre le rouge et le noir »

par Pierre Andreu
Editions Syros

On connaît mal Georges Sorel, qui eut son heure de gloire au début du siècle et qu'on ne rencontre plus qu'à travers des citations dans les ouvrages sur l'histoire du mouvement ouvrier. Cette désaffection est due en partie au caractère baroque de son œuvre. Sorel fut un curieux, un touche-à-tout, et, lorsque de nos jours on cite une période de son existence, on le trahit forcément car ses multiples et diverses prises de position interdisent qu'on le prenne d'un seul bloc. Et c'est en ce sens que la biographie de Georges Sorel, que nous propose Pierre Andreu, est intéressante.

On discutera naturellement de l'intérêt de ce personnage, et on aura tort car il fut un carrefour où se rejoignirent les syn-

dicalisme révolutionnaire, le marxisme, le catholicisme et même le nationalisme, au moment où ces disciplines recherchaient leur centre de gravité. J'ai, pour ma part, pris beaucoup de plaisir à lire cette biographie et je ne doute pas que les hommes de ma génération y trouvent également des relents de leur jeunesse. Et, ce qui ne fut pas une de mes moindres joies, c'est de retrouver, au hasard des pages, Georges Valois et l'équipe de *Nouvel Age*, dont la démarche fut parallèle à celle de Sorel et avec lesquels, nous, les militants de l'Union anarchiste de cette époque, eûmes des contacts fréquents. Il faut bien le dire, ce qui fut le lien entre tous ces courants, ce fut Proudhon dont chacun se récla-

mait en l'interprétant à sa manière.

Pierre Andreu essaye de mettre un peu d'ordre dans cette vie intellectuelle en dents de scie, tout en essayant d'en dégager quelques fils-conducteurs, sans grand succès d'ailleurs. Mais est-ce tellement important ? Ce qui est important, c'est de voir la démarche d'un intellectuel qui passe du syndicalisme révolutionnaire à Mauras, avant de chanter les louanges de la Russie des soviets. Par bien des côtés, Sorel glanera dans le folklore anarchiste. Il sera contre la dictature du prolétariat, pour le moins d'Etat possible, contre la démocratie parlementaire, les partis politiques. Or, il s'oppose aux partis, moins pour des raisons économiques, ce qui est

curieux chez ce marxiste, que pour des raisons morales.

Ce qui intéressera les anarchistes, ce sont surtout ses théories sur la violence, qui ne furent d'ailleurs qu'un instant de sa réflexion. Dans son premier chapitre, l'auteur a bien situé son personnage en tirant « De Henri IV à Lénine », auquel il aurait pu rajouter « ... en passant par Bakounine et Proudhon ».

Sorel fut d'abord un penseur social qui s'intéressa plus aux idées et aux hommes qu'aux théories définitives, ce qui explique qu'à travers toutes ses variantes, il resta fidèle à la fois à Marx et à Proudhon. Disons qu'intellectuellement ce fut un original, pour ne pas dire un marginal.

Maurice JOYEUX

NOTES DE LECTURE

« L'état du monde 1982 »

Editions Maspéro

POUR les révolutionnaires, la lutte contre l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme, comme la lutte pour la mise en place d'une société arc-boutée sur la liberté, l'égalité et l'entraide, se mène à l'échelle de la planète tout entière sous le drapeau flamboyant de l'internationalisme. D'où la nécessité de savoir ce qui se passe tous les jours, ici et là, dans le monde.

Dans cette perspective, L'état du monde 1982 est incontestablement une arme de premier choix. Des articles de toutes sortes sur les questions stratégiques, les grands événements de l'année, les 34 grandes régions du monde, les 34 grands Etats, des statistiques de tous ordres... en font un formidable outil de travail et de lutte.

Jean-Marc RAYNAUD



Andrej Wajda

CINÉMA

« DANTON »

de Andrej Wajda

ANDREJ Wajda (*Le Bois de bouleau, L'Homme de marbre*) nous offre un merveilleux spectacle cinématographique en ce début d'année. En effet, ce monsieur aux cheveux gris qui traîne sa carcasse dans le cinéma polonais depuis 1955 vient de réaliser une œuvre qu'il faudra retenir. Ce fabuleux metteur en scène, né en 1926, vient de mettre sur la pellicule un long métrage d'une beauté et d'une intensité rarement égalées. En réalisant *Danton*, Andrej Wajda, opposant quasi suicidaire, vient de prouver au public ébahi que le cinéma est un acte d'amour. En donnant le dernier tour de manivelle, ce dissident en puissance vient de nous prouver qu'il est un des tout premiers réalisateurs qui sévissent encore sur cette planète.

Ce film, tiré d'une pièce polonaise écrite en 1935, est la merveilleuse histoire d'un homme, Danton, qui va périr face à la dureté révolutionnaire de Maximilien Robespierre. Certes, quelques critiques averties glissent vers un combat actuel qui meurtrit le pays de Wajda, ils pensent que ce réalisateur a voulu faire un film sur le conflit qui oppose aujourd'hui la junte fasciste polonaise aux ouvriers. Il est vrai qu'Andrej Wajda a souvent réussi à faire passer un message puissant, sans vraiment l'afficher. Mais aujourd'hui c'est autre chose. Wajda est un homme désespéré, il répète à qui veut bien l'écouter que notre monde se dirige inéluctablement vers la guerre et qu'il faut se dépêcher de faire ce que l'on a envie de faire. Lui, il fait du cinéma... et bien ! Alors, certains reconnaîtront Jaruzelski derrière la raideur de Robespierre, d'autres identifieront Danton, homme généreux, à Walesa. Andrej Wajda s'en moque, car il n'a voulu que démontrer au public que la Révolution française était une époque dramatique où la fatigue, la sueur et la mort étaient omniprésentes. Et Wajda a très bien réussi avec l'aide de procédés techniques efficaces : utilisation de deux objectifs pendant les nombreuses semaines de tournage, absence de la couleur jaune durant les deux heures quinze du film, ce qui permet de restituer l'atmosphère voulue. Le metteur en scène s'est bien entouré également, notamment de Jean-Claude Carrière, scénariste, qui donne au film une épaisseur intrigante, et de l'orchestre philharmonique de Varsovie, qui donnent tout au long du film une émotion extraordinaire. Wajda, on le sait, a également été très satisfait de pouvoir travailler avec des acteurs aussi étonnants que Depardieu (*Danton*) et Pooniak (*Robespierre*), qui ont oublié le problème sérieux de la langue pour nous restituer des moments passionnés.

Gérard Depardieu, le meilleur acteur de sa génération, a fort bien interprété Danton, personnage exténué et qui pourtant ne fermera pas les yeux devant ce tribunal révolutionnaire — créé par lui — qui demandera sa tête et répandra la terreur que l'on connaît.

Il y a aussi Patrice Chereau, bouleversant de sincérité, Roger Planchon, authentique dans sa raideur, et Jacques Villaret.

Danton est un film parfaitement réussi, par une nombreuse équipe, et c'est tant mieux. Lorsque l'on a constaté la tristesse cinématographique de l'année écoulée, on peut espérer un net regain de qualité pour celle qui s'annonce.

Roger (groupe de Versailles)

Communiqué de presse

... D'un côté le mouvement libertaire qui est un courant authentique de la vie politique française et de son patrimoine intellectuel...
(G. Filiou, jeudi 29 juillet 82 sur TF1)

Le jeudi 13 janvier 1983, à 11 h, Radio-Libertaire a été reçue par la Haute Autorité de l'Audiovisuel (HAA) avec Fréquence-Gaie et Radio Arc-en-ciel (Radio verte était absente).

Radio-Libertaire tient tout d'abord à faire remarquer que les démarches entreprises par les deux commissions (Holleaux et Galabert) et la HAA vis-à-vis des radios libres ont toujours eu un caractère non officiel (Radio-Libertaire a ainsi été convoquée par téléphone). Le gouvernement socialiste a opté pour cette formule depuis le 10 mai 1981, ce qui dénote un manque de responsabilisation face au délicat problème que lui pose le pluralisme de l'expression et les cent mille auditeurs par jour de Radio-Libertaire.

Au cours de cette entrevue, l'ensemble des radios présentes s'est vu notifié, avec surprise, un projet de regroupement dans le délai le plus court qui soit ! « ... aucune fréquence ne sera attribuée à une seule radio... », dit Michèle Cotta. Or, depuis son existence, Radio-Libertaire est un regroupement de fait :

- regroupement des anciennes radios anarchistes émettant sous Giscard d'Estaing, le premier septembre 1981 (Radio-Trottoir, Radio-Alarme, Radio du 11^e arrondissement) ;
- Regroupement avec Radio-Esperanto (espérantiste), Radio-Liberté (humaniste), Radio-Libertaria (Confédération nationale du travail extérieure) et Radio-Libertaire Paris (Fédération anarchiste), ceci le 3 juillet 1982.

Vouloir regrouper Radio-Libertaire avec trois autres radios (Fréquence-Gaie, Arc-en-ciel et Radio verte) qui n'ont aucune affinité idéologique et aucun point commun dans leurs méthodes de travail, c'est donc :

- vouloir intégrer un regroupement existant (un des premiers sur la bande FM) à un autre ;
- nier le travail et l'aspect spécifique de deux des principales stations (F.-G. et R.-L.) qui émettent depuis dix-sept mois, alors que nombre de regroupements incluent des radios qui n'existent que sur le papier ;
- marginaliser deux entités culturelles et sociales qui n'ont de possibilité de s'exprimer que sur leur propre station ;
- restreindre la liberté d'expression de mouvements ouvriers, sociaux et culturels tels que : les anarchistes, les librespenseurs, les humanistes, les libertaires espagnols en exil, les antimilitaristes, les dissidents des pays de l'Est, les artistes... et les très nombreuses organisations et associations (Ligue des droits de l'homme, Union pacifiste de France, Libre Pensée, consommateurs, Indiens d'Amérique, défenseurs de l'environnement...) qui s'expriment régulièrement sur Radio-Libertaire ;
- Amputer les possibilités d'accueil très larges offertes aux artistes de langue française et à la chanson française (80% du programme).

Radio-Libertaire est dans le cadre légal. Pourquoi le gouvernement ne veut-il pas lui accorder une dérogation ? Pourquoi ne s'est-il jamais prononcé sur son regroupement ? Pourquoi TDF n'a-t-elle jamais remis en cause son dossier technique sur la gestion de la bande FM où co-existeraient plus de dix-huit fréquences ? L'auditeur de Radio-Libertaire ne saurait admettre une restriction de leur station.

Nous attendons la réponse officielle du gouvernement et de TDF à ces questions, mais il faut qu'ils sachent que le jour où ils interdiront Radio-Libertaire, que ce soit par des méthodes de haute ou de basse police, ils trouveront devant eux des hommes et des femmes déterminés à se battre pour défendre l'existence de la Voix sans Maître !

Radio-Libertaire Paris — Radio-Libertaria
Radio-Liberté — Radio-Esperanto



Entretien avec Jacques Serizier



JACQUES Serizier, acteur, chanteur, s'est jusqu'à présent surtout exprimé dans les cabarets et cafés-théâtres. Il fait aujourd'hui un tour de chant à Nanterre (1).

— Monde libertaire : Est-ce un nouveau départ ?

— Jacques Serizier : Oui, il y a eu comme une pause durant laquelle je me suis même posé la question de savoir si j'allais continuer le métier ; un virage, pour des raisons matérielles et autres. Donc, j'étais dans l'expectative ; j'ai réfléchi et j'ai vu que finalement j'aimais beaucoup ce métier. Finalement, j'ai pensé le faire différemment. Je me suis rendu compte que le public vient selon la notoriété et pas seulement selon la qualité. Alors, pour ne pas continuer à chanter devant trop peu de personnes, j'ai pensé qu'il fallait faire quelque chose. L'idée du disque est venue de là. Je n'avais jamais encore pensé à ça !

J'ai parlé de notoriété, mais quand je dis ça, ce n'est pas pour être au sommet, ce ne serait plus le même métier (obéir aux courbes de ventes, écrire autrement)... Il s'agit simplement que les gens soient informés qu'il y a un spectacle et qu'ils peuvent venir en confiance. Avant, cette notoriété venait tout simplement du public venu voir des artistes absolument pas connus, comme autrefois à la Contrescarpe.

— M.L. : Ton spectacle se rapproche du music-hall...

J.S. : Oui, c'est vrai que j'aime bien qu'il y ait une variété, et d'une grande qualité ; c'est très plaisant d'assister à un spectacle comme ça.

— M.L. : Parle-nous de ton spectacle : il y a des chansons, mais aussi des transitions...

J.S. : Oui, en alexandrins. Tout de suite, on voit que ce sont des alexandrins, puis ce qu'ils disent et la façon dont je les dis font qu'on oublie assez vite que ce sont des alexandrins. Je fais des alexandrins, car c'est une contrainte dans l'écriture qui me plaît bien : l'alexandrin ne pardonne pas les ruptures de rythmes, les trous...

— M.L. : Il y a des thèmes particulièrement importants dans ton répertoire : l'enfance, l'amour, la communication...

J.S. : Oui, je ne m'en suis aperçu qu'ensuite. Je crois que celui qui prime est l'enfance : c'est vrai que c'est très déterminant dans la vie. Et puis il y a un thème que je n'ai pas encore évoqué dans mes chansons, c'est la guerre. C'est énorme, c'est tellement aberrant que je n'ai pas encore trouvé comment aborder ce sujet dans mes chansons. Ça viendra peut-être un jour...

— M.L. : Crois-tu que ton disque passera sur les radios nationales ?

J.S. : A vrai dire, je ne crois pas qu'un programmeur puisse être séduit par une de mes chansons en particulier. Je crois qu'il y a, dans mon disque, un esprit d'ensemble et qu'il n'y a pas une chanson qui ressort particulièrement. C'est mystérieux, cet esprit d'ensemble, car les chansons sont variées. En fait, je crois que c'est le style qui fait ça, et c'est marrant que je dise cela, je m'en aperçois là en parlant, mais j'ai écrit une centaine de chansons et je m'aperçois maintenant que j'ai un style.

Guy

(1) 'usqu'au 23 janvier 1983, au Centre de la chanson Georges Brassens, à Nanterre.

Prochains invités de Radio-Libertaire

• Mercredi 19 janvier : « Les trois coups » (10-14 h) : le mime Faostino (10-11 h) ; Les larmes amères de Petra Van Kant, avec Dominique Faure Bulle (11-12 h 30) ; Jacques Serizier, « Ça fait flou-flou dans ma tête » (12 h 30-14 h).

Vendredi 21 janvier : « La bourse et la vie des consommateurs » (10-12 h) : l'UFC : la sortie du blocage des prix.

« Informations syndicales » (12-14 h) : Spécial transports.

« La ligue des droits de l'homme » (18-22 h) : la LDH parlera du fichage.

Samedi 22 janvier : « Croissant-Show » : Paul Grimaud parle de Prévert.

« Paris Banlieue Blues » (22-24 h) : les hôpitaux psychiatriques.

• Dimanche 23 janvier : « Jazz en liberté » (17-20 h) : Misha Lobko, avec Sonia (clarinetiste).

• Lundi 24 janvier : « Grand Angle » (14-18 h) : Barjol, réalisateur du *Petit Joseph*. Thème : bilan du cinéma 1982.

« Contact » (22-24 h) : « Le steak ou la carotte », avec Jeannie.

Attention : une nouvelle émission, le dimanche de 14 h à 15 h intitulée « L'anarchie vaincra », sur la presse et les publications des groupes F.A. L'émission « Omnibus 16 » aura lieu désormais de 15 à 17 h.

LE NATIONALISME L'EXPLOITATION ET L'OPPRESSION DE L'HOMME PAR L'HOMME L'ETAT LA REVOLUTION

Les mots et les choses

Depuis toujours ou presque, le mouvement ouvrier a un caillou dans ses bottes de sept lieues. Un caillou qui le blesse. Qui rend sa démarche chaotique et claudiquante. Qui l'empêche de s'envoler à grandes enjambées vers l'immense espoir d'internationalisme qu'il qu'il porte en lui. Et ce caillou, c'est le nationalisme.

Oh ! certes, en théorie, sur le papier ou dans les grands discours, le mouvement ouvrier semble avoir terrassé le dragon et être à l'abri de ses coups de griffes. Toutes les occasions sont bonnes pour lui mettre les tripes à l'air. Pour dénoncer son caractère interclassiste. Son statut d'idéologie de la bourgeoisie. Sa logique fondamentale de piège à cons et à exploités. Les relents de racisme qui lui collent à la peau. Le sordide de ses cortèges de drapeaux et de musiques militaires... Et c'est avec vigueur que l'on appelle à la guerre sociale, classe contre classe. Que l'or démontre que les prolétaires n'ont pas de patrie. Et que l'on proclame la nécessité de l'internationalisme prolétarien.

En apparence, donc, l'affaire du nationalisme semble entendue. Il n'empêche que, concrètement, dans les faits, dans la vie de tous les jours comme à l'occasion des grands craquements de l'histoire, le nationalisme demeure vivant. Il gangrène des peuples entiers et rend méconnaissables les meilleurs militants ouvriers. Lors des deux dernières guerres mondiales, notamment, il a fait voler en éclats les grands principes. Le mouvement ouvrier international s'est divisé, effondré même ; car l'attachement à l'idée de nation fut plus fort que tout. Plus fort que l'internationalisme. Plus fort que le défaitisme révolutionnaire qui expliquait que la guerre entre nations n'était qu'une guerre entre exploités pour le plus grand profit des exploités et qu'il fallait la transformer en guerre sociale, classe contre classe, et retourner les armes contre les bourgeoisies de chaque camp. De même, quand les empires coloniaux ont commencé à se disloquer et que les luttes de libérations nationales ont fleuri ici et là, le mouvement ouvrier des pays colonisateurs a mis un certain temps avant d'apporter son soutien à la lutte des colonisés. On le voyait hésiter, partagé entre sa haine du colonialisme et son attachement à la patrie, unie et indivisible, de Dunkerque à Tamanrasset. Et aujourd'hui, avec la montée des régionalismes — ces nationalismes de l'intérieur — on constate une attitude du même ordre.

L'internationalisme entre la compromission et l'impuissance à terrasser le nationalisme

De toute évidence, l'histoire est là pour nous en donner la preuve, le mouvement ouvrier, internationaliste par essence, bute sans cesse sur l'obstacle du nationalisme.

Les marxistes, bien évidemment, le cœur bien au chaud dans le saint esprit de la dialectique, se sont adaptés à la situation. Ils ne rejettent plus complètement l'idée de la nation ; ils en deviennent parfois d'ardents supporters. Et ça débouche sur le fameux « Produisons français », ou sur l'affaire du Bulldozer d'Ivry. De même pour les luttes de libération nationale, aux couleurs du progressisme ou non, ces braves gens en ont fait une étape vers le socialisme. C'est le vieux mythe de la transformation du plomb en or. Et en ce qui concerne les luttes régionalistes, nationalistes ou « nationalitaires » de l'intérieur, en attendant de voir dans quel sens va souffler le vent de l'histoire, on se contente de caresser l'aspiration à l'autonomie culturelle dans le sens du poil et de faire dans l'ambiguïté et le flou artistique. En un mot comme en cent, les premiers violons comme les sans grade du marxisme ont cherché à composer avec le nationalisme et, de compromis en compromis, on s'est acheminé irrémédiablement vers la compromission.

Les anarchistes, quant à eux, sont pratiquement restés les seuls du mouvement ouvrier à maintenir haut et ferme la bannière étincelante d'espoir de l'internationalisme. Et ils ont eu raison. Mais il faut bien le reconnaître, cette pureté doctrinale n'a pas réussi à mordre sur la réalité, et la question se pose de

savoir si la cohérence de notre discours est la conséquence de notre absence des terrains de lutte où sévit le nationalisme ou si notre absence est la conséquence de notre discours.

En d'autres termes, aujourd'hui, à l'heure de la Nouvelle-Calédonie et de la Corse, il serait dramatique de se contenter de slogans et de renvoyer dos à dos le colonialisme français, son Etat jacobin et les Canaques et les Corses qui luttent contre ce colonialisme. L'heure est à faire passer l'internationalisme prolétarien dans les faits. A briser l'échine du nationalisme à la mode du colonialisme ou de l'anti-colonialisme. A prendre la réalité à bras le corps, donc, pour la pétrir de notre espoir en une société libertaire et fédéraliste. Et pour ce faire, une relecture du nationalisme s'impose.

Sous le nationalisme : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la rencontre entre la bourgeoisie et l'Etat

Dans notre critique du nationalisme, nous avons en effet sous-estimé, mal analysé, voire carrément nié un certain nombre de phénomènes. Tout en parlant du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous nous sommes parfois gaussés de l'attachement de certains à une langue et à une culture. Nous avons souvent raillé les « imbéciles heureux qui sont nés quelque part ».

Et nous avons mis cet enracinement des individus dans un espace géographique et culturel donné, dans le même sac que le nationalisme interclassiste, militariste et étatique.

Certes, nous avons fait cet amalgame en nous appuyant sur des faits. Sur la réalité. Car il est vrai qu'actuellement encore les nationalistes culturels cherchent également à reproduire une société de classes et un Etat pour « corseter » le tout. Mais cela ne justifie pas pour autant le fait de confondre l'arbre avec la forêt.

Qu'on le veuille ou non, l'espèce humaine est divisée en une multitude de peuples ayant chacun une spécificité linguistique et culturelle, et la rencontre entre cette réalité et l'Etat-nation est datée historiquement. Elle n'a pas toujours été et elle n'a pas lieu d'être toujours.

Pendant longtemps, en effet, l'Etat resta dissocié des peuples. Mieux, il ne tenait guère compte de leur existence. Il était une création politique au service d'individus assoiffés de pouvoir, et s'il cherchait à s'étendre à l'infini en annexant un maximum de territoires, « il ne se préoccupait nullement de se justifier par l'existence préalable des communautés naturelles à libérer ou à unir. Ville ou Empire, tels étaient les deux pôles de l'extension des Etats » (1). Et ce n'est qu'avec la Révolution française de 1789, quand la bourgeoisie apparut avec fracas sur la scène de l'histoire, que l'Etat-nation fit son apparition.

Comme on le voit, l'Etat-nation, qui est au cœur des nationalismes en tout genre de notre époque, est une création récente liée à l'émergence de la bourgeoisie. Et comme par hasard, les frontières de cet Etat-nation ne recouvrent jamais celles des peuples.

Dans ces conditions, notre critique du nationalisme, si elle veut être la porte ouverte à une contre-proposition internationaliste crédible, doit se centrer sur la critique de la bourgeoisie, de sa logique de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme et sur l'Etat qu'a su mettre en place cette même bourgeoisie. Pas question donc de tolérer une bourgeoisie française, corse ou canaque. Pas question non plus de tolérer un Etat français, corse ou canaque. Et pas davantage question de tolérer un système quelconque de classe avec sa logique étatique. Nous sommes les ennemis de toutes les bourgeoisies et de tous les Etats.

Cela étant, nous devons être présents partout où il y a exploitation et oppression, aux côtés de ceux qui cherchent à secouer le joug, car nous sommes partie prenante de l'auto-émancipation des exploités et de la lutte des peuples pour disposer librement d'eux-mêmes. Le socialisme libertaire que nous voulons construire repose sur la destruction des bourgeoisies et des Etats, et sur la mise en œuvre de la libre fédération des individus, des régions, des peuples et des regroupements humains de toute sorte. Chacun pourra donc être soi-même, totalement, sans avoir besoin de frontières de quelque ordre que ce soit. Car le fédéralisme n'est pas seulement d'ordre géographique. Il est aussi d'ordre politique, économique, culturel... et les « frontières » de ces différents regroupements, c'est évident, ne coïncideront pas.

L'anarchie, on le voit, s'inscrit résolument dans une perspective planétaire. Le fédéralisme, qui est au cœur de sa théorie et de sa pratique, secrète une unité basée sur la complémentarité des différences. Rien à voir donc avec le totalitarisme niveleur du communisme étatique ni avec les fausses unités et divisions nationalistes.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Noir et Rouge, n° 7 et 8. A lire également Le Pays contre l'Etat, par Alain Touraine, édition Seuil et le chapitre consacré à l'Etat-nation du livre de François Chatelet, Les Conceptions politiques du 20^e siècle, édition PUF.

